

PARIS - CEDEX 19
C.F. 4207-23 Paris
Fax Paris n° 630572
TEL. : 246-72-23

Décentralisation, région après la nation, il en est beaucoup question ces temps-ci. Mais, à Paris, on ne créait qu'à Paris, mais cet été il a fallu aller, à La Rochelle pour rencontrer Martha Graham, à Avignon pour voir Merce Cunningham. Nikolaïev vient d'entreprendre une tournée en France sans passer par la capitale, et c'est à Angers que se tiendra le festival de Cunningham qui va présenter son nouveau ballet. La création d'une annexe de « Moudra » est projetée en province...

En province, où les créations chorégraphiques se multiplient : « Roméo et Juliette » à Strasbourg, « Hamlet » à Lyon, « Cosse-Noisette » à Marseille, un spectacle Stravinsky à Rouen, une « Suite romantique » à Reims, des « Cortes blanches » à Avignon, « Summerspace » à La Rochelle, des saines contemporaines à Nancy. S'y ajoutent les échanges de programmes, les tournées développées sui-

vant des réseaux officiels ou privés qui questionnent entièrement le pays et vont toucher parfois les coins les plus perdus.

Dans les villes moyennes, les écoles de danse prolifèrent de manière spectaculaire et aussi ce qui pourrait appeler la danse sauvage, tout un bouillonnement de groupuscules désireux de s'exprimer, de se faire connaître. Amateurs ou professionnels, on ne saurait les dénombrer : il en existe une forte concentration dans la région parisienne où ils survivent péniblement, et le Concours annuel de Bogañolet a dû établir une pré-sélection face à pareille poosée.

Qu'y a-t-il exactement derrière cette agitation ? A qui s'adresse-t-elle ? Comment s'organise-t-elle ? Correspond-t-elle à un besoin profond ?

MARCELLE MICHEL.

(Lire la suite page 14.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

L'équipe Carter est prête à s'installer

(Suite de la première page.)

Enfin trois départements — correspondant aux nouveaux champs d'action de l'exécutif — sont apparus depuis une vingtaine d'années : la santé, l'éducation et les affaires sociales en 1953, le logement et l'urbanisme en 1965, les transports en 1966. C'est relativement peu comparé à la profusion (liée à la nécessité — inconnue aux Etats-Unis — de « caser » un personnel politique et de donner un cabinet conformément à une majorité électorale) qui est de règle en Europe et particulièrement en France.

Outre les onze membres du cabinet proprement dit, M. Carter, a pourvu six postes qui se situent au même niveau de responsabilité : l'ambassadeur auprès des Nations unies, le directeur de la C.I.A., le conseiller pour les affaires de sécurité nationale, le directeur de la gestion et du budget, le président des conseils économiques et le conseiller en matière d'énergie.

Les dix-sept personnalités choisies par le président élu correspondent-elles à ce qu'on pouvait s'attendre à voir dans un cabinet Carter ? La « coup de balai à Washington » n'a pas vraiment eu lieu puisque neuf personnes choisies sur dix-sept ont déjà exercé des fonctions élevées dans les précédents gouvernements et que le cabinet proprement dit comporte cinq anciens ministres.

Les connexions populistes des discours électoraux de M. Carter n'ont donc pas eu de conséquences à la mesure des craintes qu'elles avaient suscitées chez certains d'un « effacement de l'establishment » washingtonien. Le « coup de balai » promis s'est réduit à l'arrivée remarquée de trois géorgiens : M. Griffin Bell, à la justice ; M. Thomas Lance, à la direction du budget ; et M. Andrew Young aux Nations unies (ce dernier, bien qu'il n'ait pas été élu à la Nouvelle-Orléans, était le représentant de la Géorgie au Congrès). Les compléments de terroir et la tradition du « buddy system »

(copinage) semblent pour ces trois-là avoir été déterminants. M. Carter avait promis de nommer des femmes et des Noirs. Il a, en effet, choisi deux femmes et deux Noirs — mais qui ne font que trois personnes — Mme Patricia Harris, future secrétaire au logement et à l'urbanisme, cumulant ces deux qualités, M. Jody Powell, le chef du service de presse du président élu, et un homme noir, à justifier le plus tard possible, le président élu, au cours de sa campagne à propos des personnalités de chacune des deux catégories de citoyens qu'il comptait faire entrer dans son équipe.

Il faut préciser, à la décharge de M. Carter, que celui-ci a fait des efforts méritoires dans la direction traditionnelle des affaires. Quatre Noirs sollicités, M. Tom Bradley (maire de Los Angeles), Coleman Young (maire de Detroit), Reynaldo Garza (juge fédéral au Texas) et Vernon Jordan (pour un an personnel, dirigeant de l'Urban League) ont repoussé les offres de M. Carter. Les femmes n'ont pas montré plus d'empressement à entrer dans le cabinet : la grande déception du « staff » de M. Carter, qui s'est heurté au refus poli mais net de Mme Jane Pfeiffer, présentée pour le secrétariat au commerce.

L'abandon relatif par M. Carter dans le choix des membres de son équipe, aussi bien de son « populisme » que de son image de marque de défenseur des Noirs, des femmes et des travailleurs, n'a pas choqué outre mesure la classe traditionnelle dans la vie politique américaine, soit volontiers considérée comme le signe que le président élu n'est plus le candidat de telle ou telle catégorie de citoyens, mais le président de tous les Américains. « Si M. Carter avait recruté un cabinet combinant les vœux de l'électorat noir et syndical qui lui a incontestablement donné la victoire, nous n'aurions pas été très joyeux aux Etats-Unis cette année », observait James Reston dans le New York Times.

Les seules critiques vraiment acérées sont venues des organisations noires à propos du choix comme attorney general (ministre de la justice) de M. Griffin Bell, classé politiquement à l'extrême droite, conservateur en matière de lutte contre la discrimination raciale. Celui-ci a dû quitter — non sans remords, car il avait déjà versé sa candidature — la présidence de la « Piedmont Driving Club, un club d'Atlanta (Géorgie) interdit aux juifs et aux Noirs.

M. Ralph Nader, le défenseur des consommateurs et de l'environnement, a également tenu contre le choix, comme conseiller présidentiel en matière d'énergie, de M. James Schlesinger, que l'on dit favorable à l'énergie nucléaire.

M. Carter, au cours de sa campagne, avait insisté en effet, dans un sursaut « écologique » qui avait séduit l'électorat le plus jeune, sur les énergies de remplacement, et M. Nader a pu remarquer avec dépit que les nominations de M. Carter « n'étaient pas, à peu d'exceptions près, en accord avec ses prises de position au cours de la campagne ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

Argentine

Une fin d'année particulièrement sanglante

Le président de la République argentine, le général Jorge Rafael Videla, a déclaré que l'objectif final du processus de reorganisation nationale est l'instauration d'une démocratie authentique et moderne, d'une démocratie républicaine représentative et fédérale. Dans une interview publiée le 31 décembre par le journal « La Voix de l'intérieur », de Córdoba, le chef de l'Etat explique que le coup d'Etat du 24 mars 1976 est intervenu alors que « le pays gisait prostré et découragé, que tout était négatif et que le scepticisme régnait dans les secteurs les plus divers de la République, créant une image de frustration qui accablait les Argentins ».

Buenos Aires (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.). — La dernière journée de 1976 a été particulièrement sanglante en Argentine : vingt-huit personnes au moins ont été tuées, le 31 décembre, au cours d'un « accrochage » entre forces de l'ordre et guérilleros péronistes du mouvement montonero. Toutes les victimes sont au côté des révolutionnaires. Le plus grave incident a eu lieu dans une banlieue divisée au nord-ouest de la capitale. Selon la version officielle, les forces de l'ordre ont riposté aux tirs de personnes qu'elles venaient arrêter dans une maison. Les guérilleros ont été tués.

Le parti des journaux argentins estime que de neuf cents à mille personnes soupçonnées d'appartenir à un mouvement d'extrême gauche pour la plupart des Montoneros — ont été tuées, en 1976, par les forces de l'ordre. Parmi elles figurent Mario Santucho, le principal dirigeant de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP, marxiste-léniniste). En outre, plus de deux cents cadavres orbes de balles, mutilés et souvent carbonisés, ont été retrouvés. Il s'agit, selon toute vraisemblance, de personnes soupçonnées de sympathies progressistes et assassinées par des commandos d'extrême droite.

Enfin, cent soixante-sept policiers ou militaires et trente-trois hommes d'affaires ont également été assassinés.

Aut total, de mille trois cents à mille quatre cents personnes ont péri, en 1976, de la vague de violence politique en Argentine, contre neuf cents environ en 1975 et de cent cinquante à trois cents au cours de chacune des cinq années précédentes. Parmi elles figurent de nombreux réfugiés latino-américains, dont l'ancien président bolivien Juan Perón, et deux personnalités politiques uruguayennes de premier plan, MM. Michelini et Gutierrez. Parmi les victimes argentines, on compte plusieurs personnalités politiques, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Abel Amador, vingt-huit syndicalistes, quinze universitaires et neuf prêtres.

L'Eglise au Brésil

De notre correspondant

renoncer à l'habitude « absurde et tenace » de « taper de subversion communiste tout protestation en faveur de ceux qui ne peuvent pas se défendre et tout geste de solidarité en faveur des opprimés ».

C'était bien le moins que pouvait dire les responsables de la C.N.E.B. après tant d'accusations lancées contre l'Eglise et de violences pratiquées contre elle. L'attaque la plus récente est venue du ministre de l'Intérieur, M. Rangel Reis, qui a confirmé ses déclarations du 21 décembre 1976 sur l'intention du gouvernement d'éloigner les missions religieuses des zones indiennes. Un tel projet a évidemment provoqué de nombreuses réactions. « L'Eglise prête assistance aux Indiens depuis plus de quatre siècles », ont déclaré certains hommes politiques. « Et l'Etat depuis quand ? »

La préoccupation officielle à l'égard du monde indien est en effet récente : elle date de ce siècle. Certes, l'activité missionnaire n'a pas été exempte de péchés. Elle a même souvent été criminelle. Mais c'est au moment où l'Eglise fait, à l'aide, son « aggiornamento » que Brasília envisage de l'expulser d'Amazonie.

La propriété foncière

Une telle expulsion ne sera pas facile. D'abord parce que les missions apportent une aide sanitaire, scolaire, à environ la moitié des quelque cent mille indiens épars dans l'ouest du pays. La Fondation nationale des Indiens, organisme d'Etat, a pris en charge l'autre moitié et se voit bien en peine, faute d'hommes et d'argent, de se substituer immédiatement aux missionnaires. En outre, si l'on en croit Dom Tomaz Balduino, président du conseil d'indigénisme missionnaire, « les Indiens eux-mêmes résisteront à une telle expulsion ». C'est un des problèmes que le évêque ont résolu pendant leur réunion de Rio. Ils ont dû constater que les déclarations ministérielles n'ont fait que confirmer une politique insidieusement mise en œuvre depuis quelques années : de plus en plus, l'administration s'efforce d'éloigner et de remplacer les missionnaires, considérés comme une influence indigéniste, « économique » de l'ouest amazonien, lequel suppose l'intégration rapide des Indiens.

L'autre thème débattu par la C.N.E.B. est celui de la propriété foncière. Voici trois semaines, la commission pastorale de la terre avait publié un document assez vif sur la façon dont

les grandes compagnies d'élevage occupent le « Far West » brésilien, en chassant les petits paysans, avec l'aide d'une police prompt à arrêter et à torturer ceux qui résistent. Ce document avait attiré une réplique lapidaire du ministre de la justice, qui l'avait traité d'injuste, et d'inconvenant.

Chacun reconnaît que le problème foncier est le principal sujet de discorde entre l'Eglise et le gouvernement, et que les conflits ne sont pas près de cesser. « Selon les chiffres officiels, il y a actuellement cinq cent mille propriétaires (occupants du sol sans titre de propriété), nous dit le Père Ivone Silvestre, secrétaire général de la commission pastorale de la terre. « Selon nous, il y en a bien davantage. D'autre part, plus de huit millions de travailleurs agricoles temporaires sont obligés d'aller d'une fazenda à une autre. La plupart des fermiers et des métayers ont dû abandonner leurs terres. Les salaires permanents ont été victimes de la modernisation et de la mécanisation agricole. Les petits propriétaires n'ont pas résisté à la spéculation sur les sols. Autrement dit, il y a, dans les campagnes, de huit à neuf millions de paysans en état d'insécurité permanente... »

De nombreux évêques et missionnaires amazoniens affirment que leur seul « crime » consiste à dire aux possesseurs que la Constitution leur assure le droit à la terre, « dès l'instant qu'ils occupent pacifiquement depuis plus d'un an ». « Nous leur disons aussi, ajoutent-ils, qu'ils ne peuvent être délogés qu'après décision de justice, et en recevant une indemnité selon la loi. » Mais ce seul langage, concluent-ils, est considéré par les grandes entreprises et par certaines autorités militaires, comme une incitation à la violence, comme un « crime contre la sécurité nationale ». « Les services de répression cherchent davantage à prouver que l'Eglise est subversive et pleine d'égoïsme communiste qu'à vérifier qu'en matière de communisme, notre travail, en fait, est plutôt préventif. »

Des tensions ? Comment n'y en aurait-il pas, dit le président de la commission pastorale de la terre, Dom Moacyr Grechi, évêque de l'Acre, « si le gouvernement offre comme cadeau aux pauvres une inflation galopante, si l'on cherche à maintenir le peuple dans l'obscurantisme en supprimant tous les mécanismes de participation populaire, et si l'on favorise la grande propriété au détriment de la famille ? »

CHARLES VANHECKE.

DIPLOMATIE

L'année 1976 ou l'enlèvement

(Suite de la première page.)

C'en est fini de l'Idol de liberté qu'était le Liban dans le monde arabe : comme le montre la mise au pas de la presse, les intérêts d'Etat de la puissance protectrice occupent le terrain auparavant tenu par le libéralisme accueillant d'un Etat refuge. En second lieu, ce qui était jusqu'ici la « résistance » palestinienne doit, bon gré mal gré, entrer dans le jeu des puissances « installées » au lieu d'être l'éternel et souvent irresponsable trouble-fête.

De là l'effacement, au moins provisoire, du Front du refus, et le procès, dans le camp arabe, de l'idée d'une solution modérée allant naturellement dans le sens du règlement dont l'évidence s'impose depuis des années à tous les observateurs sans préjugé : retrait d'Israël des territoires conquis en 1967, création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, reconnaissance des Etats et de leurs frontières par toutes les parties concernées.

Le fait que plaident en ce sens la Syrie et l'Egypte, réconciliées pour l'occasion, et surtout l'Arabie Saoudite, devenue l'un des principaux bailleurs de fonds du monde et puissance dominante au-delà même de sa région — on l'a vu récemment dans l'affaire du prix du pétrole, — donne à penser que l'année 1977 sera celle d'un effort de paix « majeur », comme disent les Américains. M. Giscard d'Estaing l'a constaté récemment, mais c'est évidemment de M. Carter que l'on attend à cet égard le réel décal. Saura-t-il ou voudra-t-il exercer les pressions nécessaires sur Israël, alors que ce pays connaît pendant presque tout le premier semestre une campagne électorale permettant toutes les surenchères nationalistes ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais c'est la détermination et la son habileté sur ce chapitre que l'on jugera très vite le nouveau président.

L'Union soviétique restera sans doute une puissance marginale dans le processus de paix, même si la reprise attendue de la conférence de Genève lui rend un

role un peu plus en vue qu'en 1976, mais toujours formel. La force et la faiblesse de la seconde puissance du monde est en effet que son influence est presque exclusivement militaire, même si elle se consolide toujours plus dans ce domaine. Au Proche-Orient, Moscou retrouvera peut-être son heure de gloire en 1978, dans le cas où un échec — nullement exclu — du prochain effort de paix remettrait à l'ordre du jour, dans le camp arabe, les préparatifs guerriers.

En 1976, la seule région où le Kremlin a pu effectuer une percée, a été l'Afrique australe, à la faveur de la guerre en Angola et de l'aide massive accordée à la fin de 1975 en matériel soviétique et en militaires cubains, à l'un des trois mouvements nationalistes rivaux, assurant ainsi sa victoire. Malgré ou peut-être à cause des appréhensions suscitées, notamment en Afrique, par cette initiative sans précédent, celle-ci n'a pas été répétée dans d'autres pays, pas même au Mozambique, qui s'est pourtant engagé ouvertement dans la guerre contre le régime blanc en Rhodesie. Il reste que dans ce dernier pays, ainsi qu'en République Sud-Africaine, le décor est planté pour un affrontement aussi lourd de violence et de rivalités potentielles entre grandes puissances que l'a été toutes ces dernières années le conflit israélo-arabe : l'année 1976 a été celle où M. Smith a accepté en principe, sous la pression de la majorité noire au pouvoir dans un défilé de deux ans, mais elle a été aussi l'année de Soweto.

L'Europe au jour le jour

Echec de la conférence de Genève sur la Rhodesie, stagnation des négociations soviéto-américaines sur la limitation des armements stratégiques et de la conférence de Vienne sur la réduction des forces en Europe ; déception et temps mort dans la détente Est-Ouest après les promesses non tenues de la conférence d'Helsinki ; une année pour rien, ou presque, dans le

dialogue Nord-Sud, peu de progrès à la conférence du droit de la mer en 1976, aura été l'année diplomatique la plus décevante, surtout parce que l'élection américaine a conduit bien des gouvernements à ajourner des échéances. Tout se passe comme si les changements les plus importants des années précédentes — rapprochement sino-américain, détente Est-Ouest et fin de la guerre du Vietnam, guerre d'octobre au Proche-Orient et crise du pétrole — n'avaient pas encore été complètement assimilés et si les équipes en place manquaient totalement d'idées sur les prochaines mutations.

C'est surtout le cas de l'Europe occidentale qui continue de vivre au jour le jour à travers des difficultés économiques aggravées, sans prise apparente, à l'exception près, sur des sociétés de moins en moins gouvernables. Paradoxe de la situation, c'est au moment où des nations en pleine évolution du sud de l'Europe — Espagne, Portugal, Grèce, Turquie — regardent avec espoir vers la Communauté européenne que celle-ci étale le plus complaisamment son impuissance et son incapacité.

Les « conseils européens » inventés par M. Giscard d'Estaing en 1974 se tiennent bien aux dates prévues, mais ils se terminent sans que soit prise aucune décision, avec un lustre décroissant qui les fait ressembler aux conseils des ministres d'autrefois. La promesse d'élections au Parlement européen au suffrage universel dans dix-huit mois a plus de chances de ramener des querelles juridiques ou de doctrine — c'est déjà chose faite en France — que de rallumer la flamme de l'élan européen. La coopération politique est moribonde, notamment par la faute de M. Giscard d'Estaing qui semble préférer les encensements de type « mondialiste » (les « sommets » des grands pays industriels, du type Rambouillet) ou le dialogue avec quelques partenaires privilégiés (le président américain, M. Schmidt ou Callaghan) au cadre plus rigide des Neuf. Toujours est-il que toutes

les initiatives, même de moindre importance, prises par Paris au cours de l'année écoulée (renouveau de l'Anglo-afrique, offre d'une médiation, puis d'une force de paix au Liban, promesse de contribuer financièrement à un règlement rhodésien, embargo sur les usines de retraitement du combustible nucléaire) ont été prises par la France seule ou après consultation avec un seul partenaire, assez souvent les Etats-Unis.

L'impuissance des gouvernements n'arrête pas pour autant l'évolution interne de ce que les Chinois appellent le « second monde », c'est-à-dire les pays développés d'importance moyenne qui vivent à l'ombre des Deux Grands. Au Canada, la victoire spectaculaire des indépendantistes aux dernières élections québécoises sonne à terme le glas de l'expérience libérale de M. Trudeau à Ottawa. Au Japon, le scandale Lockheed a conduit non seulement à l'arrestation — provisoire — d'un ancien premier ministre, mais aussi et surtout à un nouvel affaiblissement du parti au pouvoir, qui doit déjà rechercher parmi ses « dissidents » le soutien nécessaire pour gouverner (le même scandale aura finalement des effets politiques marginaux en Europe, y compris aux Pays-Bas, malgré la mise en cause du prince Bernhard).

Sur le Vieux Continent, l'évolution a été en apparence contradictoire, puisqu'un a assisté à un recul de la « gauche » au Nord, à la défaite des sociaux-démocrates en Suède, sévère perte de sièges de la S.P.D. en R.F.A., à son progrès au Sud. Pourtant, il faut se garder des généralisations hâtives à propos d'un phénomène dont le seul trait commun semble être l'usure du pouvoir. Ainsi, les élections italiennes ont à la fois confirmé la montée du P.C. comme la fascination que ce parti exerce sur la vie politique du pays et stoppé au moins provisoirement à l'étranger les spéculations apocalypiques sur l'irréversible marche au pouvoir de M. Berlinguer. Un pays est proche d'un chan-

gement important de majorité, c'est moins l'Italie, où la gauche — communistes et socialistes — totalise quelque 48 % des suffrages, que la France, où les partis de gauche, dont le P.C.F., ont plus de 49 %, dès 1974 et, selon les sondages, à 54 % aujourd'hui.

L'« eurocommunisme » est bien parti en tout cas pour être une composante importante de la situation politique dans de nombreux pays du Vieux Continent, non seulement en 1977 mais pendant toute la décennie à venir. Après son apparition officielle en Espagne — où la légalisation du P.C. sera le point d'aboutissement d'une libéralisation spectaculaire et habilement menée — et pour peu que l'évolution du P.C.F. se confirme, il pourrait peser d'un poids accru non seulement à l'Ouest, mais à l'Est.

Car si la conférence européenne des P.C. à Berlin n'est visiblement pas une grande date pour M. Brejnev et ses amis — qui se sont empressés de remettre aussitôt sur le pavé le concept d'internationalisme prolétarien après avoir dû reculer du document final, — elle en est une pour le mouvement communiste. Déjà, les pressions publiques des P.C. pour le respect des droits de l'homme mettent mal à l'aise les dirigeants soviétiques, qui, de Soljenitsyne à Boukovski, ont en passant par Pouchkine, doivent maintenant affronter une désagréable campagne d'opinion tous les six mois. Mais elles peuvent aussi peser sur l'évolution des pays plus fragiles du « glacis » où, tels la Pologne ou la R.D.A. aujourd'hui, ont eux aussi de sérieuses préoccupations avec leurs « dissidents ».

Immobilisés à l'Est, impulsés à l'Ouest, les gouvernements européens n'ont guère brillé au cours de l'année écoulée sur la scène mondiale ni même chez eux. L'un d'eux n'est pourtant en mesure d'effacer complètement le profil d'une Europe nouvelle et différente qui ne cesse d'apparaître derrière la grille du quotidien.

MICHEL TATU.

LE STATUT QUADRIPARTITE DE BERLIN N'EXISTE PLUS DÉCLARE UN PORTE-PAROLE DE LA R.D.A.

Berlin (A.F.P.). — La nouvelle mesure imposant aux étrangers non-allemands un visa pour des voyages d'une tournée à Berlin-Est (le Monde du 1er janvier) introduit une « réglementation unique pour l'ensemble de la République démocratique allemande », a souligné, vendredi 31 décembre, un porte-parole du ministère est-allemand des affaires étrangères.

Le porte-parole a rejeté « les affirmations de certains milieux occidentaux », qui avaient vu dans cette mesure une violation du statut quadripartite de Berlin. Il n'existe plus de statut quadripartite depuis la fondation de la R.D.A., dont Berlin-Est est partie intégrante, a-t-il affirmé. Quant à l'accord quadripartite de 1971, a-t-il ajouté, il ne concerne que Berlin-Ouest, soulignant qu'il est « du seul ressort » des autorités est-allemandes d'édicter les dispositions régissant le déplacement des étrangers en R.D.A. « y compris dans sa capitale ».

Contrairement aux affirmations du porte-parole de la R.D.A., le accord américain-anglo-franco-soviétique du 3 septembre 1971 sur l'ensemble de Berlin affirme expressément que les « droits (...) responsabilités (...) » accordés aux quatre puissances au temps de la guerre et de l'après-guerre « ne sont pas affectés » par ce document. Autrement dit, le statut d'occupation des Quatre reste en vigueur dans son principe, bien que les effets en soient symboliques à l'Est. Les mesures annoncées par la R.D.A. ne semblent pas à première vue, porter atteinte à ce statut dans la mesure où les civils et les militaires de l'armée occidentale à Berlin conservent le droit de circuler librement (sur simple présentation du passeport) dans la partie est de la ville. Or les autorités est-allemandes auraient déjà donné des assurances officielles indiquant que ce droit n'était pas remis en question. Les trois puissances occidentales vont cependant se concerter au sein de l'instance habituelle (les ambassadeurs à Bonn) sur l'attitude à prendre après la décision de la R.D.A. et les déclarations du porte-parole.

Israël
Mient soixante-dix détenus palestiniens
font la greve de la faim

Le mauvais traitements infligés aux prisonniers

Le statut quadripartite de Berlin n'existe plus, déclare un porte-parole de la R.D.A.

Berlin (A.F.P.). — La nouvelle mesure imposant aux étrangers non-allemands un visa pour des voyages d'une tournée à Berlin-Est (le Monde du 1er janvier) introduit une « réglementation unique pour l'ensemble de la République démocratique allemande », a souligné, vendredi 31 décembre, un porte-parole du ministère est-allemand des affaires étrangères.

Le porte-parole a rejeté « les affirmations de certains milieux occidentaux », qui avaient vu dans cette mesure une violation du statut quadripartite de Berlin. Il n'existe plus de statut quadripartite depuis la fondation de la R.D.A., dont Berlin-Est est partie intégrante, a-t-il affirmé. Quant à l'accord quadripartite de 1971, a-t-il ajouté, il ne concerne que Berlin-Ouest, soulignant qu'il est « du seul ressort » des autorités est-allemandes d'édicter les dispositions régissant le déplacement des étrangers en R.D.A. « y compris dans sa capitale ».

Contrairement aux affirmations du porte-parole de la R.D.A., le accord américain-anglo-franco-soviétique du 3 septembre 1971 sur l'ensemble de Berlin affirme expressément que les « droits (...) responsabilités (...) » accordés aux quatre puissances au temps de la guerre et de l'après-guerre « ne sont pas affectés » par ce document. Autrement dit, le statut d'occupation des Quatre reste en vigueur dans son principe, bien que les effets en soient symboliques à l'Est. Les mesures annoncées par la R.D.A. ne semblent pas à première vue, porter atteinte à ce statut dans la mesure où les civils et les militaires de l'armée occidentale à Berlin conservent le droit de circuler librement (sur simple présentation du passeport) dans la partie est de la ville. Or les autorités est-allemandes auraient déjà donné des assurances officielles indiquant que ce droit n'était pas remis en question. Les trois puissances occidentales vont cependant se concerter au sein de l'instance habituelle (les ambassadeurs à Bonn) sur l'attitude à prendre après la décision de la R.D.A. et les déclarations du porte-parole.

هكذا من الأصل

« Je vous demande de prendre en charge avec moi le sort de la France »

petites, croissent des difficultés.

« L'action économique en cours est faite pour régler ces problèmes. Mais il y a aussi une action qui ajoute une autre dimension, plus simple et plus humaine, en vous disant que cette action sera utile à tous ceux qui souffrent de ces problèmes quotidiens des Français, ceux que vous avez rencontrés dans cette difficile aventure africaine, ceux que nous rencontrerons en 1977.

« J'adresse à ces mes vœux : à la fraternité entre les hommes d'Afrique et d'Europe ; à ce que nous ne devons pas oublier ce soir : les isolés, les handicapés et leur famille, les personnes âgées, les enfants, les malades, les frappés dans leur corps ou dans leur cœur, les travailleurs immigrés, les réfugiés, les personnes âgées qui sont séparées, éloignées, exilées. A chacune, à chacun, si ma voix lui parvient, qu'elle lui apporte un soutien moral, une aide morale.

« Pour la France, je souhaite

« Elle est, en 1977, unie, juste, active et intelligente. Unie, pour faire face avec toutes ses forces à la situation internationale, et comme elle est capable de le faire. Juste, pour réédifier une Europe en/contre les régressions excessives de la droite et de la gauche. Active, pour poursuivre son progrès, à tenir son rang dans le monde. Et intelligente, pour que la France soit intelligemment en 1977 pour sortir des idées étroites, des conceptions dépassées, pour bien saisir les problèmes du monde, pour mieux saisir les problèmes de l'Europe, et pour choisir des solutions généreuses et courageuses. »

« Je suis, en 1977, un homme contemporain et mes amis, je vous demande de prendre en charge avec moi, en 1977, le sort de la France, de la France telle que de vous. Il ne s'agit pas d'imposer de l'extérieur, il dépendra de vos efforts, de votre application, de votre volonté. »

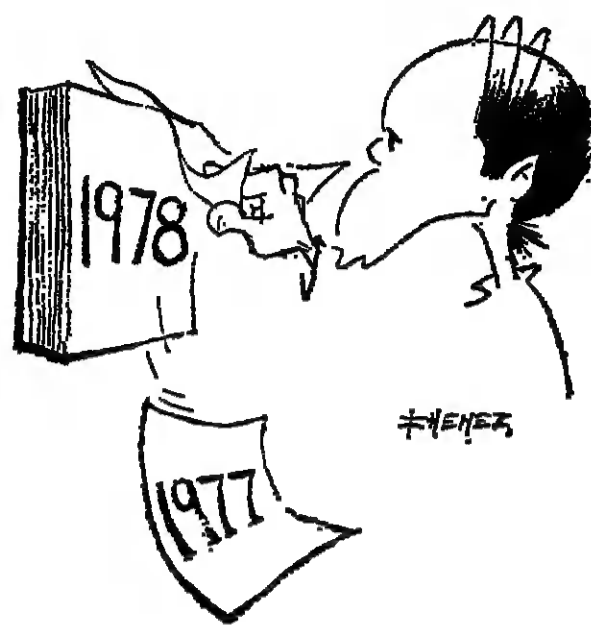
« Il ne faut pas vous laisser aller

à je ne le sais quelle fatalité que nous subissons comme le malgre nous, tout en le démentant. Il n'y a pas de fatalité, mais il y a des choses qu'on accepte de subir. Conduisons-nous comme un peuple jeune et fier. Ne nous laissons pas écraser par les rhumatismes de "nos tantes" !

« Il est vrai que l'année 1976 a été une année de déception pour les imaginations. A nous de faire que 1977 soit moins mauvaise que nous ne le craignons. Elle nous apporte les premiers résultats de nos efforts.

« Ce soir, nous allons partager avec vous les espoirs que nous avons pour l'année nouvelle et qu'elle vous apporte aussi ce sens de la gaieté française, la gaieté de notre peuple français, la gaieté de nos hommes, toujours, surmontant ses difficultés !

« Adieu 1976, nous ne l'oublierons pas, avec les saisons, les fêtes et les événements que nous vivons pour la France et pour vous tous ! »



Qu'attendre ?

La clarification étant remise à la réunion de presse du 17 janvier, le président de la République se déstabilise, vendant du vent, mais surtout, il appelle pour le réajuster aux Français. Mais la démocratie est la même, ardue, comme le veut le temps de la Nativité. Ainsi « travailler en paix » améliorera le sort de chacun, ainsi « le sort de la France ne sera pas imposé du extérieur ». M. Giscard d'Estaing a raison d'affirmer qu'il n'y a pas d'autre *intellighé* que celle qu'on accepte de soi, mais ne peut voir os, qu, du dedans ou du dehors, peut nous contraindre à plus dangereux encore. Tandis que le mot d'ordre du dernier carré giscardien est de faire de l'économie, non de la politique, voilà que le chef de l'Etat ne parle d'aucune contrainte extérieure et seulement des « premiers résultats de nos efforts ».

Tandis que le Conseil constitutionnel ouvre la voie à la ratification de la déclaration des Neuf de faire élire directement les députés nationaux à l'Assemblée des Communautés européennes, voilà que le chef de l'Etat se contente de la France qu'à l'intérieur, sans parler davantage de cette élection que dans son récent livre. Les « idées étroites », les « conceptions dépassées », que de détours pour les pourfendre, alors qu'au début de son septennat l'Europe était la panacée, sinon le giclé.

Tandis qu'avec *Ghirco* l'U.D.R. prend sa revanche, sinon dans les urnes du moins à le - une - des magazines et sur les ondes, voilà que le chef de l'Etat se contente de répéter son ultime slogan : la conduite. Changements, réformes, démocratie, les thèmes de l'existence présidentielle ou du dernier effort publicitaire ont déjà pâli ; ils sont oubliés.

Pourtant, au seuil de la nouvelle année, le président de la République, al narcissique qu'il est, si angélique qu'il demeure, parce qu'il le veut les certes maltraites, c'est-à-dire qu'il les moyens de faire de la « compétition » et ainsi « ceux qui avec lui » prennent en charge le sort de la France ».

Loin de solliciter l'article 25 de la Constitution (1) pour empêcher le renouvellement de l'Assemblée nationale sans perdre son droit de la dissoudre, loin de flatter l'envie de beaucoup de rétablir la représentation proportionnelle propre à casser les alliances à gauche, M. Giscard d'Estaing peut encore incarner aux yeux des Français le respect des libertés publiques et individuelles : il peut même incarner l'expansion de notre temps. L'Assemblée nationale devrait au moins se débarrasser de son tempérament Nord-Sud, de ses préjugés sociaux, pour ne pas se décrire davantage, envers l'Amérique et l'Allemagne, promptes à profiter de nos faiblesses dans les entretiens les plus solennels : sans doute devra-t-il reconnaître que ni le tronçonnement de l'O.R.T.F. ni la façon d'assurer le succès de librairie de Défense française ne sont à inscrire au crédit de la « société libérale ».

Ataud, au seuil de cette nouvelle année, celle qui va décider de la paternité de son septennat ou non, M. Giscard d'Estaing, si habile à regarder la caméra pour mieux se faire accepter des télespectateurs, aurait pu demander aux Français leurs vœux à son endroit. Si ces derniers sont sceptiques envers leurs hommes politiques, ce n'est pas le fait de l'histoire. Leur passion pour le Premier Consul, pour le Prince-Président, pour Monsieur Thiers, pour le Père la Victoire, pour le Maréchal, pour de Gaulle, tant de fois, démontre le contraire. Le septennat des Français saurait lui tourner le bouton du poste, comme le faisait le général Georges l'empêdant, ce sceptisme tient à ce qu'on leur dit trop rarement la vérité, la vérité officielle et de celle de leur pays. Parler aux Français, à la France, le plan du discours est immémorial, mais le fond est si rare qu'il s'en vient à être perçu, la popularité, la crédibilité, bref, la puissance sur le destin collectif, sont presque instantanées.

(1) « Une loi organique fixe la durée des pouvoirs de chaque

Dans les messages de Nouvel An des pays de l'Est, l'autosatisfaction domine. Chacun se félicite des succès et des « changements positifs » dus à l'« enthousiasme » des travailleurs, Rémont, et à l'accroissement des puissances soviétiques (M. Honecker, R.D.A.), et à « la qualité de famille » avec l'U.R.S.S., qui, en Bulgarie, a atteint « une unité morale élevée » (M. Jivkov, bulgare de l'Est).

Une exception : la Pologne, où M. Gierak, premier secrétaire du parti ouvrier, a coulé qu'à l'année 1978, sur le plan intérieur, n'avait pas été facile. Il relate beaucoup de faits, et souligne M. Gierak, pour expliquer les difficultés : « nous sommes confrontés, pour éliminer les séquelles de l'arrêter séculaire de notre pays, pour consolider l'unité morale et politique des Polonais ».

les choses sous l'angle de l'Etat et de la nation ».

Dans nombre d'autres pays, c'est également le pessimisme qui l'emporte, accompagné d'appels à l'effort.

● A Londres, le premier ministre, M. Callaghan, a déclaré qu'il lui était impossible de promettre une année facile. « Nous ne sortirons pas des difficultés grâce à des miracles ».

ou à des échappatoires, mais grâce seulement à la patience compréhensive et au dur labeur de notre peuple », a-t-il dit.

● A Rome, l'année qui s'achève a été « difficile et amère » pour l'Italie, qui doit trouver elle-même des solutions à ses problèmes économiques graves, a déclaré le président Leone, qui a ajouté : « Les difficultés économiques des familles seraient peut-être plus supportables si l'on n'avait également à craindre pour sa propre sécurité et celle de ses enfants. »

● A Athènes, M. Caramanlis, premier ministre, a dit que les deux prochaines années seraient « critiques et décisives » pour que la Grèce atteigne ses objectifs : consolidation de la démocratie et de l'économie, règlement à Chypre et élimination des dangers extérieurs.

● A Dakar, le président Senghor a précisé que 1976 n'avait pas été une année heureuse pour l'Afrique. Les problèmes du Proche-Orient, du Sahara occidental et de l'Angola n'ont pas été réglés, a-t-il dit, ajoutant que, dans ce dernier pays, les mouvements de libération ont préféré la confrontation à la concertation, et l'un d'eux a « triomphé grâce à une massive intervention étrangère ».

● A l'ONU, le secrétaire général, M. Waldheim, proclame sa détermination de faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider les Etats membres à progresser vers une solution en Afrique australe, au Proche-Orient et dans le dialogue Nord-Sud.

Moscou. — Aucun dirigeant n'est apparu à la télévision vendredi

le 31 décembre peu avant minuit
 pour souhaiter une bonne année
 aux Soviétiques. C'est un présenta-
 tif qui a été offert par le régime.
 Les circonstances, signées par la coali-
 tion central, le président du Soviet
 suprême et le gouvernement. Les
 et militaires ont été envoyés en
 prêt qu'une orléane dédicace à la
 la lecture de ce texte conventionnel
 qui exalte, une nouvelle fois
 l'unité indissoluble du parti et
 du peuple. Les discours ont été
 mouvementés succès dans notre
 programmes permanents vers le com-
 munistes, sans oublier pour
 l'avenir, les succès
 remportés en 1939.

Hongrie et d'Allemagne de l'Est. Pas question de caviar, bien entendu, mais du vin (en général peu recherché des Soviétiques car cette boisson est jugée peu alcoolisée), de la vodka et du cognac. Peu ou plus du tout de « champagne », comme on appelle ici le vin mousseux soviétique.

Les fêtes de fin d'année ont pourtant été précédées par l'annonce d'une bonne nouvelle : les salaires de 31 millions de travailleurs ont été augmentés en 1977 de 15 à 20 %, ce qui, pour la première fois, ce ne sont pas les travailleurs, mais les producteurs, c'est-à-dire les ouvriers, qui bénéficieront d'une telle mesure, mais les moins favorisés, les employés, les fonctionnaires, c'est-à-dire les employés municipaux et du commerce, les enseignants, les médecins et les infirmiers. Avec les paysans, la constitution d'un véritable paysanisme rémunéré de l'U.R.S.S., qui sacralise l'aspect productif de la classe ouvrière (sans pour autant faire profiter du même mythe les salariés du secteur des services) au détriment des autres catégories sociales. Un médecin généraliste est payé ici environ 120 roubles, soit un peu plus qu'un professeur, un peu moins qu'un ingénieur, un peu plus qu'un spécialiste, gagnant environ 100 roubles de 200 roubles ; une jardinière d'enfants ou une secrétaire — gagne environ 80 roubles, soit à peine plus que le salaire minimum.

Paradoxalement, les augmentations ont encore renforcé les risques d'augmentation des prix qui se répètent à chaque fin d'année. On paie de plus en plus d'une augmentation importante du prix des voitures, de l'essence, de tous les produits importés, des meubles et de certains autres objets de consommation durable. Mais dans la mesure où ces augmentations ne sont jamais officiellement reconnues, il faut attendre la réouverture des magasins au lendemain des fêtes pour vérifier le bien-fondé de ces bruits.

JACQUES AMALRIC

L'optimisme rituel de ce texte contraste avec les difficultés d'approvisionnement que les Moscovites (pour ne parler que de ces privilégiés de l'Union soviétique) ont rencontré depuis quelques jours, pour préparer dignement le Nouvel An. Habituellement, les autorités font toujours un effort important, à cette époque, pour garnir suffisamment les magasins d'alimentation. Tous les télégrammes concordent : il n'en

L'optimisme rituel de ce texte contraste avec les difficultés d'approvisionnement que les Moscovites (pour ne parler que de ces privilégiés de l'Union soviétique) ont rencontrées depuis quelques années. Les magasins de l'Union soviétique du Nouvel An. Habituellement, les autorités font tous les jours un effort important. A cette époque, pour garantir suffisamment les besoins de la population, les magasins sont d'ailleurs fermés. Tous les témoignages concordent : il n'en est pas d'alors de même cette année, et la course aux victuailles un peu plus raffinées nécessaires au traditionnel réveillon s'est poursuivie plus laborieusement. Pour expliquer ces difficultés, certains officiels mettent en cause les non-Moscovites qui viennent tous les jours acheter des dizaines de milliers de produits dans les magasins de la capitale. Le fait est indéniable : il suffit, pour s'en persuader, d'observer dans les queues qui se forment devant les vitrines de nombreux magasins les bolchéviques et les cosacs, les juifs et les autres nationalités, aisément reconnaissables à leurs vêtements et à leur énorme sac tyrolien qu'ils ont au dos. Les gens du Nord et du Sud se trouvent tous rassemblés dans la capitale. Les gens du Nord trouvent la capitale de la capitale. Mais cette rue de Moscou n'en dit-elle pas long

La « chasse » aux légumes a été également décevante ; il n'était guère possible de se procurer que des pommes de terre et des choux et encore à condition de faire plusieurs magasins à cause des ruptures de stock, parfois des betteraves, des carottes et des oignons. L'apparition de tomates et de concombres marinés constituait un événement, tout comme la mise en vente de poulets et de canards, souvent importés de

Un flambeau à la main sur les sentiers d'Ile-de-France

Quarante-trois Parisiens peuvent se vanter d'avoir participé à l'un des plus originaux des réveillons de cette fin d'année. Sac au dos, torche au poing, sous une pluie battante, mais le cœur en fête, ils ont passé dans les bois l'ultime nuit de 1976. Du parc de Sceaux à la Nation des jeunes de Joux-en-Josas (Yvelines), leur étrange cortège a cheminé pendant trois heures, réveillant les

[illegible]

netras séparant Bourges de Sancerre ? Que les clubs de marcheurs se comptent par centaines pour la seule région parisienne ? Que les sentiers de grande randonnée soient plus nombreux que les routes de 20 000 kilomètres à travers l'Hexagone ? Et l'on promettrait de se retrouver tous les ans, à partir de 1977 pour remonter les Champs-Élysées à l'occasion des « assises nationales de la randonnée » ?

Il n'est pas facile de répondre à la main, les quarante-trois marcheurs débouchaient devant la porte de la mairie de Bourges, les jeunes artisans qui reconstruisent eux-mêmes les communs d'un château à Jouy-en-Josas. Un homme, un peu plus âgé que les autres, se pencha vers eux, sans façon, ont déroulé leurs sacs de couchage pour finir la nuit. Ils se regardèrent, les quarante-trois heures auparavant, mais, après ce réveil un peu étrange, ils ne se souvenaient plus de leur campsite et sans doute n'ont-ils

MARC AMBROISE BENDU

(1) Randonneurs d'Ile-de-France,
66, rue de Germiny, 75014 Paris

Pour le repas du réveillon, s'était surtout des habitués qui, depuis longtemps, avaient retenu leurs places. Chez le patron, le Texan Tex Faldman, roi du pétrole, avait voulu, comme chaque année, le salon du premier pour ses cinquante invités transportés par avion spécial. Chez Charrier, 7, rue de Valenciennes, le restaurant réputé le moins cher de Paris, M. Legros, retraité, n'aurait pour rien au monde cédé sa table. Ici comme là, on n'alme pas l'imprévu les soirs où l'on s'amuse.

Il y a des années que nous proposons le même menu, expliqua le gérant du Bouillon Charrier, M. Lionel Adenis, « Ils ont le dîner aux maitrônes à 8,50 F, le boudin blanc à 6,50, les culottes de grenouille à 14, et, s'ils veulent y mettre le prix, ils demanderont à 20 F. On peut aller, un soir de réveillon, jusqu'à 30 F par personne, mais alors vous n'avez pas votre vin ! »

Le « patron » de Maxim's, M. Roger Vizard, reste lui aussi fidèle à la tradition. « Nous n'avons pas vraiment changé le prix du menu de 700 francs par personne, avec, bien sûr, la boisson en supplément, du champagne de cuvées et de réserves exceptionnelles » au prix fixe de 500 F la bouteille. Glavier, homme bon, dit-il, et M. de Sylvestre, le menu est immuable.

« Pas de collations ici, explique le gérant de Chertier, mais ça n'empêche pas les gens de chanter. » Chez Maxim's, on force un peu plus le genre. Serpentes, langues de bœuf, caviar, colliers et agrettes, mais tout blanc, « parce que c'est plus chic ».

« Nous, ici, rue du Faubourg-Montmartre, à cause de la fumée, nous ne proposons que les trois ans, sinon ça n'a jamais l'air propre. » On sert ça soif plus de sept cents repas sans une réclamation. Une famille venue

de camarade ». Chez Maxim's, on se s'ennuie pas que ce soit bon, ça davantage que ce soit cher, même qu'on d'aurait coups de minuit. M. Dossault ou M. Gainsbourg, collés d'un même colorier blanc, se mettent à embrasser et à présenter leurs excuses comme M. Toulemonde.

Dans la nuit de la Saint-Yves, ces deux petits unités ont donc suivi leurs routes parallèles. Comme le fait judicieusement remarquer le gérant du Chartier, « Maxim's et nous, ça commence de la même époque, mais, regardant l'histoire, ils ne ressemblent ». Le même air 1900, c'est vrai, qui sent ici le plus la violette, là un peu du grillon, mais surtout une certaine inimmuable tradition qui rassure et qui rassure ceux qui ont horreur du bouc.

Il faut du réveil on rite pas d'une occasion de bonne chère.

Ch. 5

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*.
Gérants :
Jacques Favret, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
S, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

et publications : n° 57437.

هكذا من الأصل

LES ÉVÉNEMENTS DE 1976

JANVIER



(Dessin de KONE.)

2. — COMORES : élection de M. Ali Souli comme chef de l'Etat. Il nomme, le 5, M. Abdallah Mohamed, comme premier ministre.

3. — ÉQUATEUR : démission du gouvernement. Le président Rodrigue Lara confie la responsabilité de l'ordre aux chefs des trois armées, ayant abandonné son poste le 11. Un nouveau gouvernement, composé de huit militaires et de trois civils, est nommé le 13.

7. — ITALIE : démission du cabinet de M. Aldo Moro (démocrate-chrétien) à qui les socialistes ont retiré leur soutien.

7. — LIBAN : flambée de violence à Beyrouth. Batailles de rue par les partisans de droite du camp palestiniens de Teli-El-Zantar.

7-9. — JAMAÏQUE : réunion de Kingston : le comité intermédiaire du P.M.I. abandonne la référence au prix officiel de l'or et définit de nouveaux statuts.

8. — CHINE : mort de Chou En-lai.

9. — FRANCE : autorisation donnée par le gouvernement au regroupement des actifs de l'établissement public ERAP avec ceux de la Société nationale des pétroles d'Alger.

10. — AUTRICHE : arrivée à Vienne du mathématicien soviétique Leonid Pionchich, interné pendant deux ans dans un hôpital psychiatrique pour son opposition au régime et libéré grâce, pour une large part, à la solidarité internationale des mathématiciens. Pionchich arrive à Paris avec sa famille le 11.

12. — FRANCE : réaménagement technique du gouvernement de M. Chirac. Deux ministères et quatre secrétaires d'Etat sont supprimés et trois nouveaux créés : trois ministères, M.M. de Lippowski (U.D.R.) à la coopération, Fosse (Union centriste) à la qualité de la vie, Barre (majorité) au commerce extérieur. Huit secrétaires d'Etat : M.M. Tiberi (U.D.R.) Industries alimentaires ; M. Bédaride (R.L.) Tourisme ; Taittinger (R.L.) Mines ; M. Sautter (ma. prés.) Universités ; Schiesser (R.L.) consommation ; M.M. J.-F.

Poncet (ma. prés.) affaires étrangères ; Stoléru condition des travailleurs manuels.

14. — ITALIE : M. Moro est chargé de former le nouveau gouvernement.

15. — ARGENTINE : remaniement ministériel. Les ministères « libéraux » sont écartés par Mme Peron.

15. — MALAISIE : nomination comme premier ministre de M. Hussein Onn. Il remplace M. Abdul Razak, décédé à Londres le 14.

15-17. — FRANCE : voyage de M. Chirac en Bretagne.

15. — DANEMARK : élection d'un socialiste européen à Elsenor, décision d'accorder une aide financière aux P.S. d'Espagne et du Portugal.

19. — LIBAN : démission du gouvernement Karamé. M. Frangie refuse de l'accepter.

19. — FRANCE : création de la COGEMA, Compagnie générale des matières nucléaires, filiale à 100 % du C.E.A. chargée du cycle des combustibles nucléaires. Cette création sera à l'origine de nombreux mouvements de protestation du personnel du C.E.A.

20-23. — U.R.S.S. : visite de M. Kissinger, qui s'entretient avec les Soviétiques de la limitation des armements stratégiques. Moscou refuse de discuter de l'Angola.

21. — FRANCE : l'ambassadeur Sanguinetti est placé en position de « non-activité » pour avoir manqué à l'obligation de réserve. Il sera rayé des cadres par mesure disciplinaire le 7 juillet.

Mission « exploratoire » de M. Sautter auprès de « toutes les parties intéressées » au Liban.

Grève des avocats, qui protestent contre certaines dispositions du nouveau code de procédure civile.

Débat commercial de Concordo sur Rio et Bahrein.

21. — VIETNAM : remplacement du pouvoir militaire par l'administration civile.

22. — SOUDAN : exécution de six officiers impliqués dans la tentative de coup d'Etat du 5 septembre contre le président Nimeiry.

24. — ESPAGNE : visite de M. Kissinger, qui signe avec Madrid un nouveau traité de coopération militaire et économique. L'aide des Etats-Unis sera deux fois plus importante. Washington livrera des armes très modernes.

25. — AFRIQUE DU SUD : retrait des troupes sud-africaines engagées en profondeur en Angola. Elles se contentent de la protection de la frontière de la Namibie.

27. — FRANCE : refus de la Chambre des représentants d'adopter les adversaires du M.P.L.A. en Angola.

27. — SAHARA OCCIDENTAL : violents affrontements entre unités marocaines et algériennes à Amgala. La ville est prise le 28 par les Marocains.

28. — ESPAGNE : présentation aux Cortes du programme de réforme du gouvernement Arias Navarro. Annonce d'une « révision immédiate » du décret-loi « anti-terrorisme » du 22 août 1975, mais refus de l'octroi d'une amnistie générale pour tous les prisonniers politiques.

30. — FRANCE : enlèvement du jeune Philippe Bernard près de Troyes. Son ravisseur, le socialiste, prénommé Patrick Henry, sera arrêté le 17 février. Le corps de l'enfant, qui avait été étranglé, est retrouvé quelques heures plus tard.

30. — FRANCE : les pays exportateurs de technologie nucléaire pour harmoniser leur politique d'exportation.

MARS

3. — MOZAMBIQUE : fermeture des frontières avec la Rhodésie.

4. — FRANCE : violents affrontements entre vénézuéliens et forces de l'ordre, à Montredon (Aude) : un manifestant et un commandant de C.E.S. sont tués.

4-7. — ITALIE : 40^e congrès du P.S. qui se prononce pour une « alternative de gauche », qui ferait du P.C. l'allié privilégié. C'est la fin de la coalition centre-gauche, qui gouverne l'Italie depuis une douzaine d'années.

5. — GRANDE-BRETAGNE : proposition pour une période indéterminée du régime d'administration directe de l'Union. La Convention constitutionnelle de Belfast est dissoute.

5-6. — TCHAD : visite de M. Chirac. La France va accroître sensiblement son aide à N'Djamena.

6. — ALGERIE : reconnaissance de la République Sahraoui. Rabat et Nouakchott rompent leurs relations diplomatiques avec Alger, le 7.

7 et 14. — FRANCE : élections cantonales dans la moitié des cantons de la Métropole (sans Paris) et les quatre DOM. Le P.S. est le principal bénéficiaire de la consultation. Quinze présidences de conseils généraux passent, le 17, de la majorité à l'opposition, dont dix au P.S.

8. — PORTUGAL : remise du quotidien « Republica » à ses anciens propriétaires.

11. — LIBAN : coup de force militaire de la garnison de Beyrouth, se

proclame gouverneur militaire du Liban et comme le président François de quitter le pouvoir. Celui-ci refuse malgré un vote de défiance du Parlement, le 13.

11. — NIGERIA : exécution publique de trente personnes impliquées dans la tentative de coup d'Etat du 13 février. Sept autres exécutions, dont celle du colonel Dimka, organisateur du complot, auront lieu le 15 mai.

12. — ALLEMAGNE FEDERALE : ratification par le Bundesrat des accords germano-polonais.

12. — ARABIE SAOUDITE : prise de contrôle de l'ARABIE.

14. — FRANCE : sortie du franc du serpent européen. Sa dépréciation est de 4,5 %.

15. — EGYPTE : dénonciation du traité d'amitié et de coopération conclu avec l'U.R.S.S. en 1971.

16. — GRANDE-BRETAGNE : démission de M. Wilson, premier ministre.

16. — ITALIE : adoption d'un ensemble de mesures d'austérité pour pallier l'effondrement du cours de la lire.

18. — FRANCE : manifestation de plusieurs milliers d'étudiants contre la réforme du second cycle universitaire.

18-24. — ITALIE : congrès de la démocratie chrétienne. M. Zaccagnini est confirmé au secrétariat d'un parti divisé.

19. — EROUEN : rupture des négociations constitutionnelles sur l'avenir de la Rhodésie. Le 23, Londres propose un plan de règlement

qui donnerait la majorité aux Noirs dans les deux ans. M. Smith le rejette, le 23.

20-22. — LIBYE : voyage de M. Chirac.

24. — ARGENTINE : coup d'Etat militaire qui renverse le président Isabel Peron. Elle est arrêtée et mise en résidence surveillée. Nombreuses arrestations. Le 29, le général Videla prête serment comme trentehuitième président de la République. Le nouveau gouvernement comprend six militaires et deux civils.

24. — FRANCE : allocation radiotélévisée de M. Giscard d'Estaing. La majorité va opposer à un projet unique « au programme commun de la gauche ». M. Chirac est chargé de coordonner et d'analyser l'action des partis politiques de la majorité.

25. — SIERRA-LEONE : élection à la présidence de la République de M. Siaka Stevens.

27. — ANGOLA : repli total des troupes sud-africaines sur la Namibie.

28. — FRANCE : voyage en Alsace du chef de l'Etat.

30. — ISRAËL : grève générale en Galilée pour protester contre les expropriations de terres arabes prévues par les Israéliens. Des manifestants arabes sont tués en quarante-huit heures par les forces de l'ordre.

AVRIL

1-2. — LUXEMBOURG : réunion du Conseil européen. Echea. Aucun résultat concret n'est enregistré sur les trois sujets à l'ordre du jour : élections du Parlement ; rapport Tindemans ; coopération économique et monétaire.

2. — PORTUGAL : adoption par la Constituante de la nouvelle constitution, qui entrera en vigueur le 25 avril. L'Etat est chargé d'assurer la « transition vers le socialisme », la collectivisation des moyens de production ; les organisations ouvrières sont encouragées à prendre le contrôle des entreprises.

3. — CAMBODGE : retrait accepté à pour le prince Sihanouk, chef de l'Etat.

5. — CHINE : violents incidents place Tian-An-Men à Pékin, des véhicules sont brûlés, un immeuble mis à sac. Ces troubles sont attribués à M. Teng Hsiao-ping.

5. — GRANDE-BRETAGNE : démission de M. Callaghan, comme leader du parti travailliste, donc premier ministre.

7. — CHINE : limogeage de M. Teng Hsiao-ping. M. Hua Kuo-feng est nommé premier ministre. D'importantes manifestations sont organisées dans le pays pour faire légitimer l'action des dirigeants contre les « révisionnistes ».

8-16. — LIBAN : mission de bons offices de M. Gorn, qui suggère la

participation de la France à un système de surveillance au Liban.

10. — FRANCE : « grève générale des universités » décrétée par les délégués des comités de grève.

12. — ISRAËL : victoire éclatante des nationalistes de gauche, des communistes et des sympathisants de l'O.L.P. aux élections municipales en Cisjordanie.

12. — LIBAN : entrée des troupes syriennes dans les éléments de points sont à 30 kilomètres de Beyrouth. Rupture entre la Syrie et les palestiniens-progrès.

13. — FRANCE : allocation télévisée de M. Giscard d'Estaing, qui présente le projet de loi sur la réforme de l'entrepreneuriat.

14. — CAMBODGE : nomination du général Sihanouk (le prince Sihanouk) de M. Khieu Samphan comme président du présidium du Kampuchéa démocratique. M. Pol Pot dirige le gouvernement.

14. — LIBAN : signature d'une convention avec la Mauritanie pour la délimitation des frontières au Sahara occidental.

15. — FRANCE : feu vert gouvernemental pour le projet de réacteur nucléaire Super-Phénix.

15. — INDE : rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine.

15. — LIBAN : accord syro-palestinien entre A.M. Assad et Yasser Arafat. Cet accord précède un arrêt des combats à Beyrouth le 19.

22. — FRANCE : réunion de presse du chef de l'Etat, qui annonce pour

la mi-juin la description détaillée de ses objectifs.

24. — FRANCE : élection de M. Yves Guéhenneux au secrétariat général de l'O.D.E. Il remplace M. André Bord.

24. — KENYA : début du voyage africain de M. Kissinger. Il se rend ensuite en Tanzanie, au Sénégal, au Libéria, en Zambie et au Zaïre.

25. — PORTUGAL : élections législatives : le P.S. arrive en tête mais le scrutin ne parvient pas à dégager une majorité politique claire dans le pays.

25. — VIETNAM : élection de la première Assemblée du Vietnam réunifiée (400 députés).

26-28. — FRANCE : visite du général Gense, président du Brésil. Protestations des partis de gauche et mises en garde d'événements.

27. — VATICAN : nomination par Paul VI des vint et un nouveaux cardinaux, dont la majorité appartient au tiers-monde.

30. — ITALIE : démission du gouvernement Moro. La dissolution des Chambres est décidée. Le scrutin est fixé au 20 juin. Le référendum sur l'avortement est repoussé de deux ans.

30. — U.R.S.S. : nomination d'un civil, M. Oustinnov, membre du politburo, comme ministre de la défense à la place du maréchal Gretchko, décédé, le 30 juillet, maréchal.

MAI

1. — GRECE : mort dans un accident de voiture mystérieux du député centriste Alceos Panagoulis.

2. — FRANCE : mise en liquidation de la société Lip.

3-7. — FRANCE : visite du président de la République de Côte-d'Ivoire, M.M. Giscard d'Estaing et Houphouët-Boigny réaffirment leur hostilité à l'« apartheid ».

3-11. — KENYA : quatrième conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). La conférence adopte un « programme intégré » prévoyant des accords monétaires sur les matières premières produites par produit, avant la fin de 1978, ainsi que la convocation avant mars 1977 d'une conférence sur la mise en place d'un fond commun de stabilisation des cours.

4. — FRANCE : Pierre Goldman est acquitté par les juges de la Somme pour le double meurtre du boulevard Richard-Lenoir en 1969. Il avait été condamné à douze ans de réclusion pour trois hold-up ; il sera libéré le 5 octobre.

5. — FRANCE : seize attentats au plastique en Corse revendiqués par un nouveau mouvement, le Front national de libération de la Corse.

6. — ITALIE : violent tremblement de terre dans le Frioul : un millier de morts, cent mille sans-abri.

8. — LIBAN : élection de M. Elias Sarkis à la présidence de la République.

9. — U.R.S.S. : nomination de M. Brejnev au grade de maréchal.

9. — ALLEMAGNE FEDERALE : suicide dans sa prison d'Ulrich Meinhof, l'un des quatre accusés du procès de Stuttgart intenté aux dirigeants de la fraction « Armée rouge ».

9. — FRANCE : élection législative partielle : M. Royer retrouve au premier tour son siège de député de la première circonscription d'Indre-et-Loire.

10. — GRANDE-BRETAGNE : abandon par M. Thorpe de la direction du parti libéral.

10-11. — FRANCE : trépidante conférence au « sommet » franco-africain.

11. — FRANCE : assassinat à Paris de l'ambassadeur de Bolivie, le général Joaquín Zenteno Araya.

14. — FRANCE : assassinat à Paris de M. Jacques Chaline, président-directeur général du Crédit Lyonnais. Son meurtrier, Jean Bilel, se suicide immédiatement après son geste.

15-16. — FRANCE : congrès du P.S. à Dijon qui décide d'engager des négociations avec le P.C. en vue de la constitution de listes d'union de la gauche aux élections municipales de mars 1977.

(CNUCED). La conférence adopte un « programme intégré » prévoyant des accords monétaires sur les matières premières produites par produit, avant la fin de 1978, ainsi que la convocation avant mars 1977 d'une conférence sur la mise en place d'un fond commun de stabilisation des cours.

4. — FRANCE : Pierre Goldman est acquitté par les juges de la Somme pour le double meurtre du boulevard Richard-Lenoir en 1969. Il avait été condamné à douze ans de réclusion pour trois hold-up ; il sera libéré le 5 octobre.

5. — FRANCE : seize attentats au plastique en Corse revendiqués par un nouveau mouvement, le Front national de libération de la Corse.

6. — ITALIE : violent tremblement de terre dans le Frioul : un millier de morts, cent mille sans-abri.

8. — LIBAN : élection de M. Elias Sarkis à la présidence de la République.

9. — U.R.S.S. : nomination de M. Brejnev au grade de maréchal.

9. — ALLEMAGNE FEDERALE : suicide dans sa prison d'Ulrich Meinhof, l'un des quatre accusés du procès de Stuttgart intenté aux dirigeants de la fraction « Armée rouge ».

9. — FRANCE : élection législative partielle : M. Royer retrouve au premier tour son siège de député de la première circonscription d'Indre-et-Loire.

10. — GRANDE-BRETAGNE : abandon par M. Thorpe de la direction du parti libéral.

10-11. — FRANCE : trépidante conférence au « sommet » franco-africain.

11. — FRANCE : assassinat à Paris de l'ambassadeur de Bolivie, le général Joaquín Zenteno Araya.

14. — FRANCE : assassinat à Paris de M. Jacques Chaline, président-directeur général du Crédit Lyonnais. Son meurtrier, Jean Bilel, se suicide immédiatement après son geste.

15-16. — FRANCE : congrès du P.S. à Dijon qui décide d'engager des négociations avec le P.C. en vue de la constitution de listes d'union de la gauche aux élections municipales de mars 1977.

16. — LIBAN : dimanche noir à Beyrouth où 150 personnes sont tuées dont le correspondant du « Monde » Edouard Saab. Les combats des cinq derniers jours ont fait environ 500 morts et plus de 900 blessés pour la plupart civils.

17. — ITALIE : l'épiscopat italien menace de sanctions les catholiques se présentant aux listes du P.C.

17-22. — U.R.S.S. : voyage de M. Giscard d'Estaing qui réaffirme sa confiance dans les Etats-Unis et la fidélité de la France à ses alliances. Il annonce que si la demande en était faite par tous les partis intéressés, la France serait disposée à envoyer un contingent armé pour faire respecter un cessez-le-feu au Liban.

20. — FRANCE : reprise des cours dans la plupart des universités parisiennes. Election de M. Maurice Rheims à l'Académie française.

21. — FRANCE : congrès constitutif du centre des démocrates sociaux (C.D.S.) qui consacre la fusion du centre démocrate de M. Lecanuet et du Centre démocrate et progrès de M. Duhamel. M. Lecanuet est élu président de la nouvelle formation.

23. — U.R.S.S. : signature conjointe du traité interdisant les essais nucléaires pacifiques d'une puissance supérieure à 150 kilotonnes.

29. — AFRIQUE DU SUD : commande de deux centrales nucléaires à la France.

30. — LIBAN : violents combats sur tous les fronts. Deux cent cinquante-trois tués à Beyrouth. Les troupes syriennes pénètrent massivement dans le pays le 31 mai et le 1^{er} juin.

31. — FRANCE : déclaration du général Mery sur la possibilité pour la France de participer à « la bataille de l'avant » sur les frontières orientales de la R.F.A. Le président de la République confirme et précise les propos du général Mery le 1^{er} juin.

31-3 juin. — SYRIE : visite de M. Kossyguine, après un séjour en Irak, alors que l'armée syrienne développe son intervention au Liban.

NÉCROLOGIE

25. — Sir Carol Reed, réalisateur de cinéma britannique.
26. — Maréchal Grevchko, ministre soviétique de la défense, membre du B.P.
- MAI
4. — Henri Bosco, écrivain français.
15. — Edouard Saab, correspondant du Monde à Beyrouth, militant du P.C. et fondateur d'Europe 1.
20. — Louis Martin, fondateur d'Europe 1.
21. — Jacques Monod, prix Nobel de médecine 1965.
- JUIN
5. — Paul Getty, milliardaire américain.
- JUILLET
6. — Maréchal Chu Teh, un des chefs historiques de la révolution chinoise.
7. — Gustav Heinemann, ancien président de la R.F.A.
21. — Paul Morand, de l'Académie française.
24. — Julius Döpfner, cardinal, président de la conférence épiscopale ouest-allemande.
26. — Lucien Bessagnet, constructeur d'automobiles.
30. — Rudolf Buttmann, exégète allemand.
- JANVIER
3. — Chou En-lai, premier ministre chinois.
8. — Pierre-Jean Jouva, poète français.
12. — Agatha Christie, romancière britannique.
23. — Milton Raymond, inventeur du stylo à bille.
23. — Paul Robeson, chanteur noir américain.
- FÉVRIER
17. — Werner Heisenberg, prix Nobel de physique 1932.
13. — Lily Pons, cantatrice française.
13. — Hans Richter, peintre dadaïste et cinéaste d'expressionnisme allemand.
20. — René Cassin, prix Nobel de la paix.
- MARS
17. — Luciano Visconti, cinéaste italien.
24. — Maréchal Montgomery.
- AVRIL
17. — Max Ernst, peintre allemand.
5. — Howard Hughes, milliardaire américain.
13. — Général Elazar, commandant en chef de l'armée israélienne lors de la guerre d'octobre 1973.

2. — Fritz Lang, cinéaste allemand.
4. — Lord Thomson of Fleet, magnat de la presse britannique.
22. — Juscelino Kubitschek, ancien président du Brésil.
18. — Mao Tse-tong.
14. — Prince Paul, ancien régent de Yougoslavie.
21. — Emmanuel Béri, homme de lettres.
- OCTOBRE
3. — Emilio Benveniste, linguiste.
25. — Raymond Queneau, poète et romancier.
- NOVEMBRE
11. — Alexandre Calder, sculpteur américain.
15. — Jean Gabin, comédien.
20. — Trofim Denisovitch Lysenko, biologiste soviétique.
23. — André Malraux.
27. — Louis Pradel, maire de Lyon.
- DECEMBRE
4. — Benjamin Britten, compositeur britannique.
6. — José Goulet, ancien président du Brésil.
10. — Richard Daley, maire de Chicago.

ction au pessimisme

ement

en Chartier

LES ÉVÉNEMENTS DE 1976

JUIN

2. — ARGENTINE : assassinat du général Juan José Torres, ancien président de la Bolivie.
4. — CHILI : ouverture de l'Assemblée générale de l'O.N.A. en présence de M. Kissinger. Seul le Mexique boycotte cette réunion.
5. — ÉGYPTE : expulsion des diplomates américains de Damas pour protester contre l'intervention syrienne au Liban.
6. — FRANCE : rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac à Brégançon.
8. — LIBAN : offensive générale de l'armée syrienne.
9-10. — ÉGYPTE : réunion au Caire des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe. Décision d'envoyer au Liban une force symbolique composée de militaires algériens, saoudiens, libyens, de contingents de l'armée syrienne et de l'O.L.P.
10. Le président français rejette les décisions de la Ligue.
8-11. — ALLEMAGNE FÉDÉRALE : voyage de M. Gierke, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais. C'est le premier voyage d'un numéro un polonais depuis la guerre.
11. — FRANCE : discours de M. Mitterrand à Lyon, sur la nécessaire collaboration entre communistes et chrétiens.
12. URUGUAY : coup d'État militaire qui dépose le président Bordaberry. M. Alberto Damichelli, vice-président en exercice et président du conseil d'État lui succède.
14. — FRANCE : réunion en congrès du Parlement qui adopte le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution. Le texte précise la procédure d'élection du président de la République en cas de décès ou d'empêchement d'un candidat.
15. — AFRIQUE DU SUD : émeutes raciales à Soweto, principale ville noire de la banlieue de Johannesburg : 23 morts et plus de 200 blessés. Ces émeutes vont s'étendre à

JUILLET

10. — ESPAGNE : démission de M. Adas Navarro, chef du gouvernement. Il sera remplacé le 3, par M. Adolfo Suárez.
4. — ÉTATS-UNIS : célébration du bicentenaire de la déclaration d'indépendance.
10. — MEXIQUE : élection de M. José López Portillo à la présidence de la République avec 94,4 % des voix.
5-6. — ALLEMAGNE FÉDÉRALE : sommet franco-allemand à Bonn.
8. — AFRIQUE DU SUD : renouveau du gouvernement à l'issue de l'usage de l'apartheid dans les écoles noires.
8. — ESPAGNE : prestation de serment du gouvernement Suárez, qui comprend plusieurs jeunes chrétiens de tendance démocrate-chrétienne modérée.
7. — FRANCE : vente de « Franco » par Hachette à M. Winkler. Le groupe Filipacchi rachète « Paris-Match ».
10. — FRANCE : fin de la session extraordinaire du Parlement ouverte le 1er juillet : adoption (après de multiples amendements et le « grognement » de l'U.D.R.) du projet de loi de réformes du code électoral.
10. — ITALIE : Meier accidentel sur Sesto et plusieurs communes de la banlieue de Milan d'un usage continuant de la diocèse, substance très toxique. Une cinquantaine de personnes seront hospitalisées, vingt-cinq arrestations pratiquées, huit cents cinquante habitants demeurent interdits de séjour.
12-13. — ÉTATS-UNIS : convention nationale à New-York. M. Jimmy Carter est désigné comme candidat à la présidence. Il choisit le sénateur du Minnesota, M. Walter Mondale, comme co-candidat.
14. — ÉGYPTE : approbation par les Cortes de la réforme du code pénal qui permet la libération de certaines formations politiques. Le P.C. reste « hors-la-loi ».
14. — URUGUAY : nomination par le conseil de la nation de M. Aparicio Mendonça comme président de la République.
15. — U.R.S.S. : signature d'un accord franco-soviétique pour la prévention du déclenchement d'un conflit non autorisé d'armes nucléaires.
17. — FRANCE : démission de M. Ali Aïet de la présidence du conseil de gouvernement du Tchad. Le français des Aïet et des Aïet.
17-18 août. — CANADA : Jeux olympiques marqués par le retrait de la très grande majorité des pays socialistes.
19. — FRANCE : émeute cambriolage dans une maison de la Société générale à Nice : 50 millions de francs sont dérobés dans la salle des coffres de la nation. Les coffres sont saisis par des agents de la Sûreté.
19-22. — FRANCE : visite de M. Ahiéto, président de la République du Cameroun.
20. — ÉTATS-UNIS : atterrissage en douceur sur la planète Mars de la sonde américaine Viking 1, lancée le 20 août 1975.

AOUT

4. — ESPAGNE : Publication du décret-loi sur l'amnistie. Il peut aboutir à la mise en liberté de près de 50 % des prisonniers politiques.
4. — FRANCE : La général Bédaride, secrétaire d'État à la Défense, se retire du gouvernement à la suite d'un vote de censure à l'Assemblée nationale.
4. — SOUDAN : Exécution de quatre-vingt personnes reconnues coupables de participation au complot le 2 juillet contre le président Némery : dix-sept autres, dont le général Saad, le seront le lendemain.
5-8. — GABON : Voyage de M. Giscard d'Estaing.
8. — PAKISTAN : Voyage de M. Kissinger, qui met en garde le président Bhutto contre l'achat à la France d'une usine de raffinement du combustible nucléaire iranien.
10. — PORTUGAL : Retour de l'explorateur Spolov.
11. — AFRIQUE DU SUD : Nouvelles émeutes raciales, vingt-trois morts dans la banlieue de Cap-Town.
11. — ITALIE : Investiture du gouvernement Andreotti. Attention des communistes.
12. — FRANCE : Démission du gouvernement de Vassallo. M. de Gaulle a refusé d'urgence aux agriculteurs victimes de la sécheresse qui sévit en France depuis juin.
12. — LIBAN : Chute du camp palestinien de Tell-el-Zaatar ; Beyrouth est coupée en deux.
13. — ÉGYPTE : Expulsion de

de nombreuses villes noires et le bilan officiel de six jours de manifestations s'établit à 240 morts et 1 132 blessés.
16. — FRANCE : entente tacite du chef de l'État, qui réaffirme la prééminence du président de la République.
16. — LIBAN : assassinat à Beyrouth de l'ambassadeur des États-Unis.
17-19. — FRANCE : visite du président Hafes El Assad, chef de l'État syrien. Paris et Damas sont d'accord.
18. — ARGENTINE : attentat mortel contre le général Carrion, chef de la police fédérale. L'état d'urgence est déclaré dans la capitale.
18. — FRANCE : achat par le groupe Hachette de plusieurs titres du groupe Frontex dont « Paris-Match » et de sa part de « Télé-Jour ».
20. — FRANCE : convention nationale des républicains indépendants. Les républicains souhaitent un accord avec les communistes mais veulent réintégrer les gaullistes.
20. — THAILANDE : renouveau par les États-Unis de leurs deux dernières bases militaires, Udon et Ban Buri.
20-21. — ITALIE : Elections législatives : l'opposition. Les démocrates-chrétiens (D.C.) obtiennent leurs voix de 1972 ; les communistes (P.C.) accroissent leur poids ; les autres formations stagnent ou reculent.
21. — LIBAN : signature d'un cessez-le-feu, la 3^e en quatre mois.
22. — FRANCE : condamnation d'Edmond Simeoni par la Cour de cassation de l'État à cinq ans de prison et deux ans de sursis. Surpeine et déception en Corse.
22-23. — GRANDE-BRETAGNE : voyage de M. Giscard d'Estaing. Réaction du président de la République en cas de décès ou d'empêchement d'un candidat.
23-24. — ALLEMAGNE FÉDÉRALE : rencontre, en Bavière, entre M. Giscard d'Estaing et M. Helmut Schmidt.
24. — POLOGNE : grèves et manifestations ouvrières pour protester

contre l'augmentation des prix alimentaires. Le gouvernement y renonce le 25.
24. — TIMOR ORIENTAL : assassinat officiel par l'Indonésie.
24. — VIETNAM : Première session de l'Assemblée nationale. Le Vietnam réaffirme le nom de République socialiste du Vietnam. Hanoi est capitale.
25. — INDONÉSIE : très violent tremblement de terre en Java occidental : près de dix mille morts.
27. — OUGANDA : évènement par des pirates se réclamant du P.P.L.R. d'un Airbus d'Air France sur l'aéroport d'Entebbe. Un commandant israélien interviendra le 3 juillet dans la nuit pour libérer les cent deux otages. Il y aura une centaine de tués (une vingtaine de soldats ougandais, un officier israélien, trois otages et sept pirates).
27. — PORTUGAL : élection du général Spínola à la présidence de la République avec 5,29 % des suffrages.
27-28. — PORTO-RICO : conférence au sommet de chefs d'État et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés de l'O.C.D.E. Le chancelier fédéral allemand le 18 juillet que les Occidentaux ont décidé de ne pas accorder d'aide financière à l'île et les communistes n'ont pas accepté le gouvernement ; affirmation contestée à Paris et à Londres.
28. — FRANCE : accord des partis de gauche pour l'établissement de listes communes dès le premier tour des élections municipales.
28. — SÉNÉGAL : accession à l'indépendance après cent cinquante ans de domination britannique. Le nouvel État compte environ cinquante-huit mille habitants.
28-29. — FRANCE : visite du chancelier d'Autriche, M. Kreisky.
29-30. — RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE : conférence des partis communistes et ouvriers d'Europe occidentale pour discuter du droit de choisir des voix directes vers le socialisme.

21. — RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : attentat mortel contre l'ambassadeur de Grande-Bretagne, M. Bernard Rogers.
21. — PORTUGAL : investiture du gouvernement ministériel de M. Soares. Il comprend deux socialistes, trois personnalités indépendantes, trois militaires.
21. — VATICAN : suspension à dix ans de Mgr Marcel Lefebvre, évêque de la province de Montréal.
21. — JAPON : arrestation de M. Tanaka, ancien premier ministre, accusé d'avoir reçu de Lockheed une somme de 300 millions de yens (19 500 000 francs).
21. — CHINE : très violent tremblement de terre dans le nord-est du pays. Les autorités reconnaissent un nombre élevé de victimes et des dégâts très importants à Tang-Chang, Pékin et Tien-Tsin.
22. — FRANCE : élection de Christian Ramonet, condamné à mort le 18 mars pour l'assassinat d'une fillette de huit ans.
23. — FRANCE : élection de M. Habib Moudjahid à la présidence du conseil de gouvernement à Djibouti.
23. — ITALIE : présentation du nouveau gouvernement Andreotti qui, à une exception près, ne comprend que des démocrates-chrétiens.
23. — LIBAN : signature d'un accord supra-politique. Amman, d'après le chef de l'État, n'est pas un cessez-le-feu général.
23-24 août. — JAPON : voyage de M. Chirac.

25. — FRANCE : démission du gouvernement de M. Chirac. Ce dernier déclare : « Je ne dispose pas des moyens nécessaires pour assurer efficacement mes fonctions de premier ministre ». M. Barre est nommé premier ministre le 26. Il présente son gouvernement le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère de la Justice pour celui du plan et de l'aménagement du territoire. M. Barre est nommé premier ministre le 27. Trois ministères et huit secrétaires d'État quittent le gouvernement. Il y a sept ministères, dont celui de M. Lecanuet (C.O.S.) qui quitte le ministère

Le Monde aujourd'hui

Portrait

Djouhra et « Ali au pays des merveilles »

Le regard. Le regard d'une femme, une Algérienne, posé sur le temps qui va vite. Djouhra Abouda a vingt-six ans. Elle est arrivée en France à l'âge de trois ans. Elle a grandi, elle a vécu une adolescence perturbée par le bruit de la guerre et les affres du quotidien. Dans sa tête, des images. Beaucoup d'images en couleur, en noir et blanc, se succèdent dans un tourbillon et envahissent sa parole, ses gestes. Les mains posent le texte de la mémoire. Et les yeux, noirs, ont bu le jour dans le rire. Elle me dit : « Vous avez remarqué les yeux des femmes arabes ? Essayez de les voir. Ils sont pleins de choses, des images accumulées, difficiles à dire. Vous savez, la femme arabe évolue. Elle évolue à l'instar des hommes. Les hommes ne veulent pas lire dans les yeux des femmes. »

Djouhra Abouda communique par image. Ses doigts s'écartent et forment un plan. Tout en parlant, elle cadre les objets et les êtres. Elle fait des films depuis six ans : « Depuis que j'étais toute petite, je ne rêvais que d'une chose : faire du cinéma, réaliser des films. » De là, elle fait un saut dans le passé et évoque son retour en Algérie, dans son village natal. Elle avait dix-sept ans et venait voir sa grand-mère, « une femme qui parle avec la sagesse des yeux ». Gros plan sur les petits pieds de Djouhra. Elle lui dit en kabyle : « Vrair ali arer the queshkhem ». (Littéralement, cela veut dire : « Je veux voir la petitesse de tes pieds. ») Elle lui lave et les examine. « Tes pieds te borborent bonheur, et ma bénédiction te protégera du mauvais œil. »

Marquée par cette séquence, Djouhra tourne pour son diplôme de l'école (elle a étudié le cinéma à Vincennes) un film purement visuel sur les pieds. Des pieds qui montent et descendent, les marches du Trocadéro. Avec Alain

TAHAR BEN JELLOUN.

Emploi

« RECHERCHONS JEUNE LOUVE DYNAMIQUE... »

DERRIÈRE les épaisses portes cloutées et capitonnées se cache un pouvoir. Ce pouvoir, très énigmatiquement, offre par petites annonces à de « jeunes femmes dynamiques » son « appui solide et constant » afin que, « dans le cadre de la promotion féminine », elles « se trouvent » et même « se réalisent ».

En deça de ces portes très symboliques qui rétrécissent encore l'espace confiné d'une officine d'assurances, j'attends donc. Plus d'une heure à la fois de s'écarter mollement avant qu'un monsieur volubile, à la moustache martèlement touffue, ne surgisse enfin.

Dès lors, je peux franchir les capotins et constater qu'ils ne s'ouvrent sur aucun univers autre. C'est seulement une redondance de l'andichambre, un bureau banal, légèrement glauque, avec son papier peint à rayures et ses étagères en pitchpin. Au mur, sur une vaste feuille de carton blanc, un gros schéma maladroite coloré que couronne une légende imperceptiblement tremblée : ORGANIGRAMME. De cette encre à l'orthographe, le monsieur frétilleant n'a cure :

« Vous n'avez pas été sans remarquer le nombre et la qualité de nos annonces. Je pense que cela vous a donné une idée de ce que représente notre surface financière... »

Pour dire vrai, les conclusions que j'avais tirées étaient un peu différentes. Mais je n'en laisse pas moins poursuivre ce monsieur sobre et sombre qui semble se vouloir tant de bien.

« Il s'agit de distribuer des produits... Des produits inédits, des SICAV... Vous savez ce que c'est qu'une SICAV ? »

Jacqueline. Le monsieur pousse un soupir affligé et continue de rechercher.

« Ce travail donne des responsabilités à un haut niveau et, de plus, nous vous assurons une formation. Ceci dit, il y a des inconvénients. D'abord, il s'agit d'un

métier de relations humaines où tout se place sur un plan de conquête. Ensuite, il y a les horaires : nous travaillons jusqu'à 20, 21 heures. »

Comme j'adore faire la grasse matinée, je demande ingénument ce qu'il en est des heures d'ouverture.

« Euh... Eh bien, nous commençons vers 9 heures. »

Je n'ai pas le mauvais goût d'interroger ce monsieur sur ce qu'en pensent les syndicats, car il poursuit déjà :

« Le troisième inconvénient consiste en ce que vous serez payées UNIQUEMENT en fonction des résultats. Et la quatrième inconvénient, repend-il sur un ton poussif, c'est la REMUNERATION elle-même. »

Je comprends alors que je ne suis pas la première « jeune femme dynamique » de la journée. Toutefois, un tour d'horizon aussi captivant des avantages de la profession m'empêche de m'apitoyer tout à fait : je me demande si je peux continuer à « me chercher » dans des conditions aussi sombres. Le monsieur interrompt mes réflexions.

« De toute façon, vous ne ferez pas l'affaire. Vous êtes trop réfléchie. »

Un fou rire me pique les narines. Je ne savais pas qu'il s'agissait là d'un vice rédhibitoire. N'empêche que, maintenant que je suis sur place et que je me suis abstenue de faire du mauvais esprit, j'aimerais bien voir le test qui, en principe, clôt l'interview. Visiblement, le monsieur rubicond n'a pas l'intention de me le proposer. J'essaie de l'amadouer.

« Excusez, je vous prie. Mais je mets une condition. Il faut me promettre, dit-il avec hauteur, que ce sera avec L-O-Y-A-U-T-E et S-I-N-C-E-R-I-T-E. »

J'approuve bruyamment. Mon ton ne doit pas être très convaincant puisque le monsieur hésite

Sortie

SOIRÉE-CINÉ A SOLESMES (Nord)

ENTRE Valenciennes et Cambrai, dans la plaine où poussent le blé et les betteraves, la bourgade ouvrière de Solesmes — dix mille habitants environ, avec les communes limitrophes — vit paisiblement la première soirée du week-end. Dans la rue principale, les crânes sont pleins. Côte à côte, l'église, l'hôtel de ville (le maire est communiste), le fleuriste (qui est giscardien) et l'unique cinéma, le Réal, qui gèrent depuis un peu plus d'un an le fleuriste et sa femme.

L'affiche ce soir l'Essayeuse, ou les aventures d'une femme qui, pour séduire son mari, imagine les pires débauches. Ce film pornographique connu voici quelque temps à Solesmes un tel succès qu'il y eut à nouveau projeté.

Dans le petit bar animé qui sert d'entrée au cinéma, les gens passent rapidement, d'instinct de préférence dans les fauteuils du fond de la salle. Pas d'ouverture. Sur un fond de tango et de rumba, qui rappelle l'ambiance des bals de campagne, une bonne centaine de spectateurs conversent — familles endimanchées moins les enfants et quelques rares célibataires.

Dès les premières images, tirées et exécutées par les producteurs divers des acteurs. On apprend de bon cœur, sans grande gêne. Mais lorsque la dernière image, la lumière se rallume dans la salle, les spectateurs se dispersent rapidement et en silence, visiblement peu soucieux de s'attarder.

En famille

Quelques clients cependant s'attardent au café voisin pour un dernier verre. Parmi eux, deux couples encore jeunes, qui se connaissent depuis l'enfance. Ils sont assis à leur table et même tout émus. Seul l'un des deux hommes, qui assistait pour la première fois à la projection d'un « porno » pour accompagner son épouse, paraît gêné. Elle ne serait pas venue si elle n'avait la bourgeoise, car elle n'aurait pas « rencontré les voisins à la sortie », avoue-t-elle. Des environs, on vient en famille à Solesmes pour ce genre de spectacle, mais les habitants du bourg, eux, préfèrent se rendre à Cambrai, à l'abri des regards indiscrets.

Le ton de la conversation se fait plus sérieux ; chacun s'explique. « Nul vice » dans le déshonneur, simplement l'occasion de « tirer tranquillement » voire d'« apprendre quelques tours ». Encore ne faut-il pas avoir trop de complexes, « le porno renforce le ghetto de la timidité », commente l'un des époux. L'innovation la plus intéressante à ses yeux est la programmation fréquente, avec quelques semaines de retard seulement sur les grandes villes, de nouveautés annoncées par la télévision.

Ainsi s'explique sans doute le regain d'intérêt que connaît l'ex-« Palace » devenu le « Réal ». Le cinéma était en effet au bord de la faillite, lorsque son propriétaire décida de vendre. Il fallut un arrêté municipal pour éviter que le local soit cédé à une société qui voulait en faire un entrepôt. Une ville sans cinéma est une ville morte : le maire et le fleuriste en sont tombés d'accord. Leur clientèle — qui travaille aux usines « Vallourec », ou « Coops » ou à Valenciennes — est la même. Et elle n'a guère de goût pour l'exil.

Trois films sont à l'affiche, cette semaine : l'Essayeuse, le Salsar de Satan (« Crualité et violence, l'antichrist réussit-t-il à évanescer l'humanité ? », interroge la publicité), enfin, Docteur Popaul, de Chabrol, avec Jean-Paul Belmondo. Cinq séances sont prévues. Celle du vendredi, où viennent en majorité des couples d'âge mûr ; deux le samedi, principalement fréquentées par les jeunes ; et deux le dimanche, où les familles accompagnent leurs enfants.

Entre le sport, les activités offertes par la Maison des Jeunes, le bal une fois par quinzaine et un « virée » de temps à autre en Belgique, où les distractions sont plus nombreuses et moins coûteuses, les Solesmesiens reviennent volontiers à leur cinéma. Les entrées ont doublé en quatre mois. Mais les enfants des écoles ne peuvent plus longer les photos suggestives épinglées dans les murs de l'ex-« Palace » : quelques membres de l'Action catholique, après une pétition auprès du maire, puis du sous-préfet de Cambrai, et beaucoup d'efforts, ont obtenu la suppression de l'affichage. Résultat qu'ils jugent d'ailleurs insuffisant car, derrière les murs du cinéma, le « porno » fleurit encore.

DANIELLE ROUARD.

Au fil de la semaine

DEUX noms ont quitté cette semaine la rubrique politique pour la page des faits divers. Deux noms de milliardaires. Certes le meurtre de M. Jean de Broglie ne saurait être mis en parallèle avec les annuaires fiscaux de M. Marcel Dassault. D'un côté, une sanglante tragédie. De l'autre, un nouvel épisode d'une comédie déjà fertile en rebondissement.

Le public n'en a pas moins appris, avec quelque étonnement, l'étendue de la fortune de M. de Broglie et l'importance des affaires qu'il broyait discrètement. Et comment ne pas s'étonner aussi d'entendre M. Dassault, jaugeant les comptes en banque des autres à l'aune des siens, réclamer tranquillement 100 millions de francs de dommages et intérêts au directeur d'un hebdomadaire qui ne vaut probablement pas le quart de cette somme ?

Il y a quelque chose de choquant à se dire que des élus du peuple, dépositaires d'une fraction de la souveraineté nationale, arbitres entre les intérêts particuliers au nom de l'intérêt général, peuvent être, en tant que personnes privées, aussi riches. Cependant, si pauvreté n'est pas vice, la fortune et la réussite seraient-elles des tares et, en politique, des empêchements rédhibitoires ? On n'en juge pas ainsi dans les pays anglo-saxons et même dans la plupart des nations du monde capitaliste, voire dans une bonne partie du tiers-monde.

On connaît la vieille formule selon laquelle « ce qui est bon pour la Général Motors est bon pour l'Amérique ». Les entreprises de grosses fortunes, possèdent, contrôlent et administrent, pèsent lourd sur l'économie du pays et dans le budget de l'Etat. Le nombre de travailleurs qu'ils emploient, directement ou non, influe sur la vie sociale, et on le voit bien quand l'une de ces grandes affaires connaît des difficultés ou menace de s'effondrer. L'expérience qu'ils ont acquise ne peut-elle être mise à profit pour l'administration du bien commun et au service de la collectivité ?

Après tout, la méchante boutade de Dumas fils : « Les affaires ? C'est bien simple, c'est l'argent des autres » (1) ne s'applique pas, en principe, à eux : leur propre prospérité est assez étroitement liée à l'harmonie, au progrès et au développement de la collectivité nationale pour qu'en œuvrant pour elle ils agissent aussi pour leur profit personnel.

L'argumentation classique, ainsi résumée, n'est pas vraiment convaincante, pour plusieurs raisons. D'abord parce que l'égalité des candidats devant le suffrage universel est évidemment faussée par l'inégalité des moyens matériels qu'ils peuvent mettre en œuvre pour l'emporter.

A qui fera-t-on croire que c'est à ses interventions dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale et dans les commissions du Palais-Bourbon, où on ne le voit pas deux fois l'an et où on n'a pas entendu trois fois le son de sa voix en un quart de siècle, que M. Dassault doit être constamment réélu dans la première circonscription de l'Oise depuis bientôt vingt ans, après avoir été député des Alpes-Maritimes, puis sénateur ? Et, sans vouloir faire injure à sa mémoire, on ne peut oublier que les électeurs de la première à la dixième ont donné la préférence, en 1962, à M. de Broglie sur M. Mendès France, alors dénoncé par son adversaire comme le « bradeur de l'empire » pour avoir arrêté la guerre d'Indochine. Ce qui n'a nullement empêché les mêmes électeurs

Députés et milliardaires

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

de réélire, cinq ans plus tard, et de nouveau en 1968 et 1973, leur député qui, alors converti à la décolonisation, se faisait gloire d'avoir été l'un des négociateurs et des signataires des accords d'Évian consacrant l'indépendance de l'Algérie. Là encore, à qui fera-t-on croire que c'est la seule force de persuasion de l'élite qui lui a permis sans dommage ce spectaculaire retournement et qu'un solide, mais coûteux, encadrement de sa circonscription n'a pas contribué à emporter la décision ?

On entend résonner encore le cri furieux de Chateaubriand : « Oh ! l'argent que j'ai tant méprisé et que je ne puis omettre quoi que je fasse, je suis forcé d'avouer que tu as pourtant ton mérite : source de liberté, tu oranges mille choses dans notre existence où tout est difficile sans toi ! » (2). Et, en guise de contrepoint, le portrait raboteux de Parure « bien galant homme de sa personne, sinon qu'il était quelque peu pollard et sujet de nature à une maladie qu'on appelle en ces temps-là : « Fuite d'argent », c'est « douleur non périlleuse » (3).

C'est n'est pas tout. L'argent appelle l'argent, c'est bien connu, et sa quête n'a pas de fin. Il faut un dévouement à toute épreuve à la chose publique, un civisme absolument exceptionnel, un désintéressement extraordinaire, pour pouvoir oublier, en traitant les affaires de l'Etat, les intérêts de ses propres entreprises quand celles-ci sont aussi considérables que celles de M. Dassault, par exemple.

Pourquoi un industriel et financier de ce poids a-t-il voulu être et demeurer, jusqu'à quatre-vingt-six ans passés, parlementaire alors que son élection est à peine plus qu'une simple formalité et non une victoire de plus à arrocher, alors qu'il n'a visiblement ni le goût ni le temps de remplir vraiment son mandat, alors qu'il dispose de collaborateurs dont la mission est de défendre, à l'intérieur même de l'institution, ses intérêts et qui le font d'ailleurs fort bien ? Les facilités que procurent l'insigne et la cocarde de député, de menus satisfactions de prestige ou de vanité, l'espoir, un moment caressé mais depuis longtemps déçu et oublié, d'être ministre, ne sauraient suffire à l'expliquer. Quant à l'indemnité parlementaire...

Il y a donc autre chose, mais quoi ? La volonté de pouvoir intervenir, même si on n'en use pas, dans les débats qui vous concernent ? Le sentiment qu'on n'est, tous comptes faits, jamais si bien servi que par soi-même et qu'il vaut mieux être présent pour veiller au grain en cas de tempête ? Ou, plus prosaïquement, la satisfaction dérisoire d'acquiescer à bon compte quelque chose qui n'est, en principe, pas à vendre : les suffrages d'une clientèle populaire ?

« Je dirai de l'argent ce qu'on disait de Caligula : qu'il n'y avait jamais eu un si bon esclave, ni un si méchant maître », a écrit Montesquieu (4). Pour nos députés-milliardaires, l'argent est-il esclave ou maître ?

Encore un mystère. A moins qu'il ne s'agisse d'un mirage.

(1) La Question d'argent, II, 7.
(2) Mémoires d'outre-tombe, IV, 1.
(3) Parure, II, 18.
(4) Caligula, Page 44.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

DAILY MAIL

Les gâtés de l'apartheid

Le quotidien d'Afrique du Sud **DAILY MAIL** se moque de la ségrégation, qui coûte cher en période de récession.

« Les économistes du gouvernement ont, sans nul doute, étudié tous les secteurs dans lesquels il serait possible de limiter les dépenses », écrit-il. *Seul le premier, qui est le coût incroyable de la discrimination raciale.*

« Un seul exemple : les lois qui régissent la construction des usines. L'obstacle raciste fait que chaque établissement doit respecter l'insupportable réglementation concernant les toilettes publiques : il doit prévoir un lavabo pour chaque tranche de quinze personnes de chaque race ou sexe. C'est ainsi qu'une usine qui emploierait dix-sept hommes et seize femmes « de couleur », dix-neuf « Indiens », vingt « Indiennes », trente et un « Blancs », vingt-six « Blanches », dix-huit « Chinois », vingt et une « Chinoises », trente-trois « Noirs » et quarante-neuf femmes « noires » devrait être équipée de vingt-quatre toilettes. (...)

« C'est ce même problème des sanitaires qui constitue le principal obstacle à l'expansion du sport dans notre pays : un nombre fantastique de règlements concernant les équipements des stades et des vestiaires reflètent la préoccupation morbide des ablutions ethniques. »

THE WALL STREET JOURNAL

On demande plombiers...

« Trouver un réparateur de quoi que ce soit pour la maison est presque aussi difficile que d'obtenir une visite de médecin à domicile », constate le **WALL STREET JOURNAL**.

Selon le quotidien américain, « à moins que vous n'ayez l'intention d'ajouter une aile à votre maison ou de refaire entièrement votre sous-sol, vous arriverez sans doute à vos fins plus vite et avec moins de crises de nerfs en prenant vous-même la scie et le marteau. »

« Depuis quelques années, la demande d'artisans dépasse de très loin l'offre. Avec l'augmentation rapide du prix des maisons, de plus en plus de propriétaires renoncent à déménager et entreprennent de faire arranger leur habitation. Mais le nombre des entreprises spécialisées est resté le même : environ trente mille pour tout les Etats-Unis. Les spécialistes refusent donc de se dérouter pour les petits travaux (...). Un entrepreneur de Chicago déclare ainsi : « Mon devis minimum est de 800 dollars (4 000 francs). Et je ne suis pas le seul. » (...)

Pour faire une rapide enquête, le **WALL STREET JOURNAL** a téléphoné à trente charpentiers, maçons et électriciens dans six villes différentes. Six seulement ont répondu au téléphone. Vingt autres n'ont pas même daigné donner suite au message laissé au répondeur automatique.

SOVIETSKAYA KOULTOURA

Le « syndicat » des antiquités

Le périodique soviétique **SOVIETSKAYA KOULTOURA** s'indigne des trafics dont les antiquités font l'objet en U.R.S.S. Il réclame qu'il existe « un véritable syndicat des crimes financiers » par les profits énormes clandestins de confection et de lingère. Ces usines, précises le journal, appartiennent à des actionnaires privés — ce qui est illégal en Union soviétique. Elles s'approprient en matières premières et s'équipent en machines en versant des pots-de-vin à leurs fournisseurs.

« Certains fonds, selon la **SOVIETSKAYA KOULTOURA**, proviennent de l'étranger. C'est ainsi que l'un des principaux trafiquants, Mansour Hizarov, qui a été arrêté, recevait de l'argent d'organisations sionistes. Après son arrestation, sa femme aurait reçu de Copenhague un versement de 1 800 couronnes danoises.

« Le directeur, de nationalité soviétique, d'une usine de Hongrie et un « étranger » chargé du transport des objets illicitement exportés étaient en relations avec des antiquaires de Londres, Bruxelles et New-York », précise le journal.



Filet mignon et esprit de corps

Qui a peur du français ? Pas les Anglo-Américains ! C'est, en tout cas, l'opinion de **THE PARIS METRO**, le bi-mensuel en langue française publié à Paris, qui écrit cette lettre à l'Académie française :

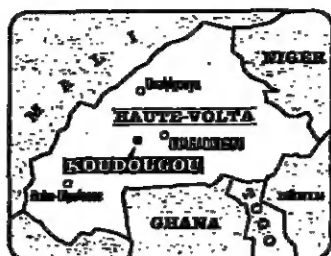
« Messieurs, vous nous dites que l'anglais, c'est l'ennemi. En vérité, nous trouvons votre attitude « naïve » et « gauche ». Si vous n'étiez pas aussi « partisan », vous admireriez l'anglais, précisément parce qu'il a une qualité qui manque si péniblement à votre langue : la capacité de résister aux influences étrangères.

« Nous nous rendons compte qu'il n'est pas « à la mode » de dire une telle chose, surtout avec un pareil « sang-froid ». « Passion », « sentiment », « panache », sont beaucoup plus en « vogue ». Désolés, mais nous ne pouvons pas écarter de nous sentir « blancs » et « légitimes », dans de telles circonstances, serait « banale » et « maladroite » (...).

« Savoir que notre langue est impenétrable nous donne, à nous autres anglophones, un certain « je-ne-sais-quoi ». Aucun autre peuple n'est aussi uni que nous dans la bonne intelligence et la fraternité, sans parler de l'humanité et de l'égalité. Nos traditions — de la « grande dame » de notre théâtre au « filet mignon » de nos menus — nous donnent l'« esprit de corps » par excellence. (...)

Tous les mots entre guillemets sont en français dans le texte.

Lettre de Koudougou
La traversée du désert de l'ancien président Yameogo



SITUÉE à un peu plus d'une heure de route de Ouagadougou, capitale de la Haute-Volta, la petite cité de Koudougou abrite deux personnalités dont les domiciles sont pratiquement situés face à face, de part et d'autre d'une même rue : un père blanc dénommé François de Gaulle, et M. Maurice Yameogo, ancien président de la République voltaïque.

Curé de la cathédrale dédiée à saint Augustin, le révérend père de Gaulle, néveu du héros du 18 juin 1940, brille surtout par sa discrétion. Vivent depuis une vingtaine d'années au milieu des tribus moises, qui constituent l'énorme majorité de la population du pays, il passe pour connaître parfaitement leur langue — le moré. Ce talent, et le prestige dont jouit toujours ici son illustre parent, lui valent une popularité qui dépasse largement le cadre de sa paroisse. Et, tous ceux qui connaissent le père blanc de Koudougou affirment que cette situation froisse sa modeste réputation évangélique.

Face au presbytère se dresse le portail de fer forgé de la villa Pax. A l'intérieur, une cour gracieuse, pourvue d'un coquet pavillon du Vésinet ou de Garches, où se trouvent les appartements de M. Maurice. Ici se comptent ses camarades les plus dévoués, prennent régulièrement le chemin de la villa Pax. Des ministres du général Lamizana eux-mêmes. En tout cas, l'un des illustres de la tendance modérée, que l'on dit conseiller de façon permanente le président de la République voltaïque, n'avait précédé de quelques jours, lors de sa dernière visite à M. Maurice.

C'EST dans le palais qu'il avait fait construire, à quelques centaines de mètres de son actuelle résidence, qu'il fut arrêté quarante-huit heures après avoir quitté Ouagadougou. Ainsi en décidèrent, à l'époque, les officiers entre les mains desquels remirent docilement le pouvoir les leaders syndicaux hostiles à celui qu'ils appelaient avec hargne « le petit homme de Koudougou ». Emmené à Balolé, petite localité située à une demi-heure de route de la capitale, il y resta enfermé seul durant cinq années. Jugé à huis clos, par un tribunal spécial en avril 1968, condamné le 1 mai pour détournement de fonds publics à une amende équivalant à 1 milliard et demi de nos anciens francs, et déchu de ses droits civiques, il fut ramené en liberté le 5 août 1970. Revenu depuis lors « dans son village », il n'a, jusqu'à présent, jamais été autorisé à retourner dans son ancien palais, « même pour y reprendre la moindre affaire personnelle ».

Unique en son genre, le régime militaire voltaïque laisse pourtant son entière liberté de mouvement au président déchu, même si les services de sécurité se tiennent étroitement au courant de ses déplacements et des visites qu'il reçoit. Bien qu'il attende toujours une hypothétique réhabilitation, M. Maurice veut souvent à Ouagadougou — non sans provoquer de remous parmi la population de la capitale. Régulièrement, il se rend en Côte d'Ivoire, soit à Abidjan, soit à Yamoussoukro, village natal du président Houphouët-Boigny, soit à Bouaké, dit le maire, M. Djibo Soukoko, un de ses amis personnels.

A Koudougou, M. Maurice accueille volontiers les anciens politiciens, écartés du pouvoir par l'armée. A peu près tous, même ceux qui comptent parmi ses adversaires les plus déterminés, prennent régulièrement le chemin de la villa Pax. Des ministres du général Lamizana eux-mêmes. En tout cas, l'un des illustres de la tendance modérée, que l'on dit conseiller de façon permanente le président de la République voltaïque, n'avait précédé de quelques jours, lors de sa dernière visite à M. Maurice.

BIEN qu'il parle de façon obsessionnelle de la réhabilitation que lui refuse obstinément le gouvernement voltaïque, le maître des lieux veut pourtant paraître peu préoccupé de politique. Il taille avec application sa tréille, issue d'un cep que lui a offert un ecclésiastique d'origine péloponnésienne, et se félicite des deux récoltes annuelles de raisin de table qu'elle lui donne. Lorsqu'il quitte les allées de son potager et les ombrages de son verger personnel, c'est pour visiter les champs de son fils Hermann, brillant avocat de la capitale, gentleman-farmer à ses heures. Il fréquente également avec assiduité trois autres endroits : le *Toulouros*, coquette petite auberge que gère son épouse et où font halte tous les visiteurs de passage ; l'atelier de fabrication de charcuterie qu'il a créé et où s'installent bientôt des ouvriers qu'il a envoyés en stage en Italie ; le chantier du collège qu'il fait construire et qui sera dénommé « Placide-Yameogo », du nom de l'une de ses trois filles, prématurément décédée de façon accidentelle.

Critique à l'égard de ceux qui lui ont succédé, faisant visiter la ville, il dit en passant devant le poste de garde, où, depuis onze ans, deux gendarmes se relaient constamment pour garder l'ancien palais présidentiel, déserté depuis 1968 : « Le médiocre état de Koudougou contraste avec la coquette ville de Ouagadougou, parce qu'il le gouvernement n'a rien voulu entreprendre... ». Il ironise devant le portail du stade Maurice-Yameogo, sur le fronton duquel n'a cessé de figurer son nom. Il s'attarde à dessin devant le paysage bucolique que compose, à proximité d'un petit barrage, un tapis de nénuphars qui s'étend à l'infini et en grise le rideau de palmiers royaux. Il ne manque pas de faire un détour par le quartier Bourkina, où Mgr Bayala, évêque de Koudougou, a fait construire l'église de la Réconciliation. D'une facture résolument moderne, mais réalisée avec des moyens modestes, cet édifice a été ainsi baptisé parce que situé à la limite du quartier des Mossis et des Gourousis, hier encore « frères ennemis ». L'ancien président aime à rappeler ici qu'il fut l'un des pre-

miers chefs d'Etat d'Afrique à accueillir un ambassadeur au Vatican et qu'il soulignait fréquemment, dans ses discours officiels, que « la Haute-Volta est la fille aînée de l'Eglise en Afrique noire ».

CES références au catholicisme sont dépourvues de tout ostracisme religieux, car le classique tour de ville du clercs ne s'arrête pas à la mosquée, suivie d'une autre à la colline sacrée du Tense. Le lieu de culte que viennent de se construire les musulmans ne présente aucun caractère original. Quant à la colline où les letchours célèbrent tous les sept ans le Tense, ou « repas des morts », rien ne la distingue d'une série d'autres éminences qui entourent Koudougou. Il faut arriver en ville durant les trois journées pendant lesquelles sortent les masques rituels, au moment où des milliers de paysans déposent sur les flancs du terrain leurs plats de sorgho accompagnés de sauce, pour comprendre que veulent ici les « kinkirs », sorte de génies protecteurs aux fonctions mystérieuses.

Mais l'ancien homme d'Etat aime plus particulièrement faire les honneurs de l'usine Volax à ses hôtes. Dans l'enceinte de ces installations travaillent sept cents ouvriers voltaïques et une dizaine d'« appariteurs », employés dans des ateliers de filature, de tissage, de teinture, d'impression et de confection. On y mesure combien le développement de la République de Haute-Volta reste embryonnaire, puisque Volax, qui constitue le plus important ensemble industriel du pays, a réalisé, en 1975, un chiffre d'affaires intérieur de 8 milliards de nos anciens francs. Il est vrai que, si M. Maurice vient régulièrement ici, c'est sans doute moins pour y parler production avec des cadres européens que pour tenter d'y tester l'état de sa popularité dans les rangs du personnel voltaïque. Suivant le nombre de mains qui se tendent vers lui, selon la nature des commentaires faits sur son passage, l'ancien président tire des conclusions concernant la durée d'une traversée du désert qu'il espère voir toucher rapidement à ses termes.

PHILIPPE DECRAENE.

Des îles et des hommes

LA BEAUTÉ DANS LE Puits

QUI ne possède ses beautés naturelles ! Et qui ne les ignore, parfois, se débattant à portée du regard !

Je ne vais pas apprendre aux habitants des Mascariques qu'en leurs îles d'îles surpeuplées demeurent des retraites d'une étrange solitude, d'une sauvagerie unique, et précieuse. A la Réunion montagnarde et abrupte, qu'une sorte de vie élémentaire et grandiose retrouve aux heures troubles ou radieuses des invasions, que l'on dit conseiller de façon permanente le président de la République voltaïque, n'avait précédé de quelques jours, lors de sa dernière visite à M. Maurice.

Une innocence dans son sens le plus plein. Un constant appel de tendresse devant lequel plier le genou. Comment ne l'ai-je point fait, en cette heure unique où la beauté emplissait le ciel et la terre ?

Comment rendre cela ? Je pourrais, comme Proust, évoquer tel visage d'adolescent, ou de Fiet de Fontomne, ou de Garbo ; telle figure d'ange ou de Vertu de Chartres ou de Strasbourg. Mais je ne sais si la présence du style, c'est-à-dire de l'artiste,

n'inférioriserait vers l'humain, vers la vie et ses passions, ce qui en était si détaché.

Je vous dirai encore de chercher dans vos souvenirs tel être d'où émanaient ces reflets de rayonnement en ce qu'il offre d'éternel dans l'instant, d'immuable dans la surprise et dans la découverte.

Je l'ai rencontré, pour ma part, à deux ou trois tournants du monde, et toujours loin des lieux où la lutte pour la vie marque les visages les mieux venus

des tourments de la passion, et d'abord de celle du gain. Je me souviens à jamais de cette nuit et son rayonnement adolescent jetant son cri d'appel ou d'accueil au-dessus de notre voiture qui passait près de son village de terre et de paille, en plein Sud malgache : elle nous offrait un autre visage d'harmonie souveraine, et peut-être le conducteur indifférent fil-il bien de ne pas s'arrêter, afin de nous laisser sur l'ineffable et fugitive empreinte de cet écart et de cette douceur à la fois nous accompagnèrent, silencieux, en un regret de paradis perdu.

Je suppose qu'il faut changer de continent pour être frappé à ce point, ou de latitude, car le dépassement jusqu'au plus intime semble la marque, la condition même d'une telle découverte. Peu d'artistes ou d'écrivains l'ont manifesté, mais peut-être peu l'ont-ils rencontré : un John Russell dans le *Fils de la servante des Vagabonds du Pacifique* ; un Joseph Conrad, qui le laisse apercevoir de son art enrobant et irréalisable, entre autres dans sa nouvelle maorie d'un *scrittore de la fortune* : « J'aimais à contempler la lenteur avec laquelle elle changeait d'attitude, à considérer les poses immobiles de son corps, à observer le regard mystérieux de ses splendides yeux noirs, allongés, mi-clos et qui contemplant le vide. »

Dans le puits, ici, c'était la sérénité de la lumière à du sage tibétain. Mais comment la décrire de quelques mots, faire couler de la plume cette « goutte de lumière » qu'appelle Joubert, sans l'appât, sans le cadre de l'émotion, sans la préparation de l'enchantement poétique ou romanesque ?

« Oh donc ce puits ? Oh donc ce puits ? », réclamera déjà le touriste.

Je ne sais plus. Retrouvez-les. Enchanterez-vous. Avant que l'afflux des visiteurs ne ternisse la pureté de ce miroir : « Beauté est Vérité, et Vérité est Beauté ».

C'est tout ce que savez sur terre. Et tout ce que vous faut savoir.

CAMILLE DE RAUVILLE.

Les Grenadines

LES PERLES DU CHAPELET

IL faut parler des îles avec respect. Elles sont l'immense effort des terres échappées aux gouffres liquides de la mer. Il faut parler des îles avec amitié. Sommets de montagnes invisibles, elles sont pays, havres, arrivées. Leurs formes dans le soleil couchant évoquent celles des nuages changeants, mais, rêves, elles deviennent réalité.

Je vous parle des Grenadines, surgissant aux Antilles dans la brume des ailes. Un archipel de pierres immobiles qui déploient comme trois-mâts, leurs volées rocheuses à tous les vents des Tropiques. Les premiers pas du marin qui aborde sont timides. Qui peut s'enorgueillir de conquérir un pays sans frontières, rocher dont on fait le tour et pour qui l'horizon est écumé fugace, eaux profondes et changeantes au gré des rayons du soleil ?

Pourtant, dès la grève, le visiteur reprend à marcher comme on marche sur la terre. Et parce qu'il rencontre les hommes, les îles deviennent continent, univers. Dans ces pays microcosmes, ils souffrent, ils aiment, ils vivent comme ailleurs. On ne s'étonne pas d'y rencontrer le meilleur et le pire. Il faut écouter chanter les enfants de Mayaro dans leur défilé de granit. Autour d'un petit frère venu de France il y a très longtemps, ils donnent leur amitié, la seule richesse de cet îlot de cent trente habitants, descen-

dants libres des pauvres Africains de jadis. Merci, monsieur l'abbé, parce qu'il, grâce à vous, il redonne l'air à l'Occident.

Plus loin, dans les rades, les bateaux de passage battent une mesure allégresse aux mélodies de la mer sous le vent. A Béquia, les cris du port se mêlent aux odeurs d'épices. Les hommes du pays passent indifférents aux richesses des yachts venus d'Amérique ou d'Europe. Quand ils rient, c'est pour se saluer, entre eux, entre frères des îles, ou pour se moquer des « petits Blancs » qui arrivent tous les jours sur des bateaux impossibles.

La-bas, vers l'horizon, une voile modeste plane sur la mer Caraïbe. Un capitaine part pour chasser la baigne avec un équipage qui danse un ballet précis pour raviver la frêle chaloupe. Merci, monsieur Jefferson, capitaine de Padget Farm, de nous faire souvenir que la marine n'est pas un jeu. Ainsi, perle après perle, le chapelet des Grenadines se révèle aux voyageurs. Saint-Vincent, Béquia, Canouan, Mayaro, Tobago, Cayana, Union, nom des Antilles... Moutillages inoubliables, nous ne vous oublierons jamais. Hélas ! les mauvais marins de passage sèment leurs boîtes de bière, bouteilles portant le message du naufrage des âmes et des océans. Il faut passer discrètement près des îles pour rassembler leur secret.

ROBERT MORAN.

par Man...
Géographie et h...

La vie au langage
BLOC-NOT

Le guerilla...
C'est tout ce que savez sur terre. Et tout ce que vous faut savoir.

هكذا من الأصل

RADIO-TELEVISION

Hexagonal

RABELAIS EN HUIT TABLEAUX

C'ÉTAIT la cantonade. Juin 1975 : dans la cour d'une école un peu en ruine, celle de Maillezais en Vendée, Pierre Cavassilas et l'équipe FR 3 de Rennes enregistraient une séquence de « Rabelais ». Un samedi de décembre, la projection officielle, la « première » de l'émission-témoignage, était organisée à Rennes. Responsables de la station, techniciens, « auteurs », comédiens, la presse : tout le monde était là pour se réjouir du produit fini, un spectacle télévisé en huit tableaux. « Rabelais ou le propre du homme », « Et voilà qu'un beau milieu d'un de ces tableaux surgit l'image rapide de ceux qui étaient derrière les caméras, un peu déguillés, sous le vaste parasol multicolore planté à l'extrémité du rail de travellin. « C'était un parasol pour les machines, la vidéo c'est fragile », dit la scripte amnésitée — la jeune femme décolorée de l'image. Juste avant, Gargamelle et Grangoulier étaient sur l'écran, en costumes d'époque, devant au coin du feu. Juste après, la guerre Pichrocoque battait son plein, de vrais tanks pétardaient en absurde menéage autour d'un trébuchet déguisé en Hitler : les bûches dorées semblaient bientôt fauchées. Racontées ainsi, à plat, les choses sont mal compréhensibles : il y aurait trop de mal d'ailleurs pour résumer toutes les images.

Plus simplement, Pierre Cavassilas affirme : « Le parasol était rigolo, nous mourions de chaud. C'est ça, j'ai mis cette image, parce que c'était ça, à ce moment-là, la photo de famille, le bonbon, elle ajoutait quelque chose, une sensation. » Et les sensations de Pierre Cavassilas sont tyranniques.

Il le dit lui-même, sans détours, en se réjouissant de savoir les traduire, grâce aux moyens électroniques : « J'étais

content. Rabelais, c'est le meilleur en tous les domaines, il a fait éclater les genres. Un esprit encyclopédique, ahurissant... »

Pour réaliser ce montage littéraire, le producteur, Pascal Coppeau, a puisé dans les textes des passages concernant la naissance de Gargantua, la guerre Pichrocoque, l'éducation de Gargantua, l'abbaye de Thélème, la lettre de Gargantua à Pantagruel, l'Alain de Chillon à Fontenay-le-Comte, on suit le jeune Rabelais, mais aussi Gargantua. « J'ai été complètement libre de la forme à donner à ces extraits. Je les ai illustrés en étudiant les illustrations », dit Pierre Cavassilas. Il y en a beaucoup dans les épopées écrites par ce moine, Rabelais, un bédouin professeur d'anatomie. Il des « horribles et épouvantables faits et gestes du très renommé Pantagruel », le légende et le chard des écoles n'a pas tout dévoilé.

Sans respect particulier, mais avec une honnêteté fascinée, Pierre Cavassilas a posé les uns à côté des autres, les uns sur les autres, ces « visions déformées », découpées, déformées, entremêlées, puis séparées à nouveau. Il y a trois ou quatre acteurs seulement, de très bons, très bien choisis, qui changent de rôle à tout moment : pour que demeure la confusion organique entre les personnages de Rabelais et Rabelais lui-même. « Pour le reste, des figurants, des gens du coin chantant ou faisant ripaille. »

Ce « tout mélangé », rigoureux, du grave au facétieux, ce modèle d'émulsion littéraire (l'interprétation d'un auteur par un cinéaste) s'achève sur un lieu d'artifice. « Ça ne coûte pas cher les artifices. Ce sont les maîtres qui le font croire aux administrés. »

MATHILDE LA BARDONNIE.

* Dimanche 2 janvier, FR 3, 19 h.

Musées imaginaires

IONESCO, BUTOR, SOLLERS

Il y a au moins deux façons de rechercher et d'interpréter le télepeccateur à l'art, nous dit l'Antenne 2, celle qui consiste à lui serrer, en direct du Louvre, « un chel-d'œuvre par jour », en vous enveloppant des images fixes dans un discours muséiste plein de compassion, parfaitement ennuyeux bien que très court, à une heure de grande écoute ; et, à l'opposé, celle qui consiste à faire sortir l'art de sa boîte historico-hémétique par le biais de personnalités du monde littéraire, celle qui aurait quelques chances de piquer la curiosité du public, même « non-aveugle » de l'art, si l'heure de diffusion n'était aussi tardive, comme toujours quand il se passe quelque chose d'original à la télévision. Les personnalités en question sont Eugène Ionesco, Michel Butor et Philippe Sollers.

Cette nouvelle série de « Musées Imaginaires », produite par Pascale Bruneau, confirme ce que révélaient il y a deux ans les « musées » de Pierre Boulez, Maurice Béjart et Roger Caillols : notamment : la richesse qu'il y a à faire parler des créateurs de tout autre chose, en apparence, que de leur propre création. D'une pierre on fait deux coups. A commencer par une promenade vivante dans l'art, avec des raccourcis dans le temps et l'espace, ses plongées analytiques, ses opacités, ses trous, ses monuments juxtaposés d'une histoire dont les articulations sont celles d'espèces de mécanismes, parfois, peut-être, mais qui, approches subjectives explicites, sont aussi propositions d'approches pour celui qui regarde.

Acceptation ou refus d'œuvres tenues pour chefs-d'œuvre... Ionesco (interview Pierre Descauges) prête Kocotika à

GENEVIÈVE BREERETTE.

* Les dimanches 9 (Ionesco), 16 (Butor), 23 (Sollers) janvier, A 2, vers 22 h.

Un portrait de Jean Monnet

L'inconnu le plus célèbre de notre histoire

SANS occuper jamais ou presque de poste officiel, Jean Monnet a exercé une influence parfois considérable sur les plus grands événements de la seconde moitié du siècle. Aujourd'hui, à quatre-vingt-trois ans, il regarde sa longue et riche existence et il se souvient. Mêlant aux souvenirs le rappel des quelques principes d'action très simples auxquels il s'est accroché toute sa vie, il n'abandonne rien du passé, accueille le présent sans la sévérité ni l'amertume trop communes aux hommes de son âge et, mieux, envisage l'avenir avec un robuste optimisme. En une heure d'écran, l'inconnu le plus célèbre de notre histoire devient ainsi un personnage familier.

C'était une bonne idée qu'ont eue Pierre Miquel et Claude Gallot de le filmer dans sa maison des Yvelines, à Houjarray, où il réside depuis trente ans : l'harmonie du cadre avec les sentiments de François Debrouille, fait tout de suite saisir que l'homme qui a tant contribué à la solution de problèmes de dimension mondiale est resté avant tout un paysan instruit dans le grand livre de la vie bien plus que par les thèses des idéologues et les techniques des experts, il demeure obstinément penché sur son ouvrage. Une bonne idée aussi d'alléger la propos en illustrant de brèves séquences d'actua-

* Lundi 10 janvier, A 2, 21 h. 35.

(1) André Fontana a rendu compte de ce livre dans le Monde du 9 septembre 1976 (Page 4, 618 pages, 50 F.).

Écouter, voir

● TÉLÉFILM : LES ANNEAUX DE BICÊTRE.

Mercredi 5 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Dans l'œuvre proprement psychologique et improprement policière de Simon, la mort n'est jamais très loin du mal de vivre, de la lassitude de combattre, qui marquent comme une fatalité le passage de l'âge mûr à la vieillesse. Les Anneaux de Bicêtre, qu'adapte et réalise pour le petit écran Louis Grospierre, sont du plus grand Simon psychologique. La mort, cette fois, ne se situe plus en aval, mais en amont, en éternité.

Mangras, journaliste (Michel Bonquet) y a échappé de justesse. Paraphé, muet, sourcil, sans volonté apparente, aux piqures et aux visites, il cherche à comprendre, il replonge dans un passé qu'il sait sans futur, et auquel il lui paraît urgent de donner un sens. Achèvement de l'homme à trouver une perspective supportable à la mort. Sobre et fondamentale introspection, sur fond d'hôpital. A déconseiller aux humeurs sombres.

● CINÉMA 16 : LE PREMIER VOYAGE.

Mercredi 5 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Bibi, quarante ans, berger des Hautes-Pyrénées, célibataire, qui passe ses journées avec ses bêtes, se nourrit de la chasse et de la pêche. Dans la mesure de pierre, sa mère vient de mourir. Elle lui a demandé de partir pour Toulouse afin de remettre à un cousin la chaîne d'or qu'elle porte au cou. Alors voilà : le bon sauvage qui ne sait pas le français (il parle avec des gestes, des cris, des sifflements) arrive à la ville et fait ses premiers pas dans ce monde (ou, bien sûr) avec une assurance naïve.

Le récit du choc avec la Société (grand S) est conçu comme un conte : « Il se marient... » et entrent sûrement beaucoup d'enfants. Hélas, n'est pas Voltaire qui veut. Le cousin paysan de

Zadig et de Candide est peu crédible : son Premier Voyage, réalisé par Jacques Krier, est, heureusement, interprété par Rufus. La fable politico-écologique n'est pas dans le style du réalisateur qui fut à l'origine du mouvement de « l'écriture par l'image ».

● DOCUMENT : LE VER EST DANS LE FRUIT.

Mercredi 5 janvier, TF 1, 22 h.

Un promoteur hollandais tire des plans sur la comète Tourisme : elles sont belles, mais tristes et menteuses, les maquettes blanches de ces villages de vacances rêvés dans le département des Basses-Alpes, Jean-François, qui était conducteur d'engins sur les chantiers de la Durancie, retire dans son village, proche de Sisteron, dix-sept ans après l'aménagement de la haute vallée, après la construction de l'énorme retenue d'eau de Serre-Ponçon, son pays n'est plus le même, plus du tout. Sous le coup d'une modernisation accélérée, des mutations en chaîne se sont opérées. Alors se posent les questions sur le progrès, sur les risques du profit immédiat, sur l'avenir. Le développement sera-t-il maîtrisé ? Que feront les jeunes ? Que sera l'agriculture ? Trois hommes du pays, honnêtes, calmes, s'interrogent posément. Hubert Knapp a réalisé avec Robert Mallet, recteur de l'université de Paris, cette intelligente démonstration de ce que peut être la réflexion écologique au-delà des modes.

● MAGAZINE : VENDREDI... LA REVANCHE DE LA NATURE.

Vendredi 7 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Les volcans se sont réveillés dans les Antilles : la terre a tremblé et les géantes de Chine et du Prioul ont fait des milliers de victimes ; des cyclones dans le monde Pacifique se sont déchaînés, et puis... il y a eu la « sécheresse », autre catastrophe.

Toutes ces calamités ont un lien en

1976. Que faut-il craindre de la nature ? Les réponses diffèrent : au C.N.R.S., on n'interprète pas les signes de la même façon qu'au C.N.E.C. L'avenir de la planète est-il en question ? Mystère... et tant mieux. Le philosophe Michel Serres théorise sur les frayeurs humaines. Conclusion moralisante un peu regrettable. Le reportage est beau à regarder. Un film d'épouvante : ici la réalité.

● ENTRETIEN : QUESTIONS SANS VISAGES.

Samedi 8 janvier, TF 1, 21 h. 30.

Entretien ? Interrogatoire ? La nouvelle émission hebdomadaire de Pierre Dumayet, Patrick Pesnot et Philippe Alfonsi échappe aux dénominations. On ne pourrait mieux l'intituler que par l'expression « pour le plaisir ». Car elle promet à chacun, selon son angle de vue, les joies de la devinette, les délices de l'indiscrétion — voire, de la dissection — et l'amusement intellectuel devant un dispositif des plus subtils.

Une heure, en tout, de questions-réponses. Pierre Dumayet, « officiant » dans une cellule particulière, ne voit pas son invité, dont les paroles lui parviennent déformées, à travers une paroi presque opaque. Les questions (du genre : « rêvez-vous ? », ou « jetez-vous vos vieilles chaussures ? ») tombent du ciel, à la demande de l'intervisé (et, qui les choisit, au hasard, par leur numéro comme naguère sur R.T.L. L'intervisé, lui, n'enquête pas. Il écoute des réponses qu'il n'a pas mises, parfois, il analyse un détail, relève un indice : une voix, une oreille. Seul, le téléspectateur est dans la confidence. Et puis, à la mi-temps, on ne joue plus. Bas les masques, et face-à-face. « Bonjour », alors, c'était vous... quelle surprise... » Et de nouvelles questions pleuvent, plus cruelles, voulues, préméditées, préenregistrées.

Qui, sur la sellette ? Il faudra, chaque samedi, tourner le bouton pour le savoir.

Les films de la semaine

● FRENCH CANNAN, de Jean Renoir.

Dimanche 2 janvier, A 2, 14 h.

Renoir fait revivre le Montmartre de la Belle Époque aux couleurs de la peinture impressionniste et célèbre, à travers la fondation du Moulin-Rouge, l'art du spectacle comme but de la vie. Un film aussi grave que le Carrosse d'or sous sa légèreté et son pittoresque. Jean Gabin, quinquagénaire, éclate dans un grand rôle.

● LA GLORIEUSE AVEN- TURE, de Henry Hathaway.

Dimanche 2 janvier, TF 1, 17 h.

Une fillette des Philippines au début du siècle, sous la protection de l'armée des États-Unis. Les indigènes Moros sont des sauvages sanguinaires et Gary Cooper, valeureux médecin, sert l'impérialisme américain. Le souffle de l'aventure fait tout passer.

● LE TÉLÉPHONE ROSE, d'Édouard Molinaro.

Dimanche 2 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Solenniste habile, Francis Veber renouvelle la mythologie de la comédie de boulevard en y mêlant des hommes d'affaires américains, un industriel français aux abois et une prostituée de luxe. Réalisateur habile, Molinaro escomote la crise sociale dans une fantaisie rose.

● LA CHARGE FANTASTIQUE, de René Wohl.

Dimanche 2 janvier, FR 3, 22 h. 30.

À un temps où Hollywood cultivait les héros, Errol Flynn et Walsh pouvaient idéaliser le personnage de général Custer sans que cela tire à conséquence. Custer a, d'ailleurs, été démythifié depuis. Errol Flynn reste prestigieux. Il forme un couple romantique avec Olivia de Havilland.

● COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE, de Jean Negulesco.

Lundi 3 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Sait-on pas bien méchante de la chasse au mari millionnaire par de jolies filles (mannequins) aux dents longues. Betty Grable, ex-plus-girl, est insignifiante. Lauren Ba-

call a de la classe, mais on ne voit que Marilyn Monroe, sensationnelle en coquette myope.

● L'AFFAIRE THOMAS CROWN, de Norman Jewison.

Lundi 3 janvier, FR 3, 22 h.

Jeu du chat et de la souris entre Faye Dunaway, détective privé perspicace, et Steve McQueen, milliardaire pillier de banques. Les rapports ambigus de ces deux personnages font l'intérêt de ce divertissement un peu laborieux.

● SECTION SPÉCIALE, de Costa-Gavras.

Mardi 4 janvier, A 2, 20 h. 30.

Z, l'aveu, l'état de siège, sont des films politiques montés comme des spectacles avec effets dramatiques et acteurs de composition. Le style de Costa-Gavras est essentiellement le même dans Section spéciale et il traite encore d'un abus de pouvoir. Mais, comme il a mis en cause, cette fois la politique de collaboration de l'État français du maréchal Pétain, on a accueilli ce film avec embarras, en lui reprochant son esthétique et ses acteurs célèbres maquillés en personnages historiques.

● LE SECRET DE LA PLANÈTE DES SINGES, de Ted Post.

Mardi 4 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Première suite (il y en est quatre) engendrée par le succès de la Planète des singes. D'après le roman de Pierre Boulle, mais c'en est fini de l'inquiétude philosophique, de la satire swiftienne et de l'évolution à rebours. Ted Post s'est lancé dans la science-fiction détraquée et spectaculaire. Les maquillages sont toujours étonnants. Les décors et les effets spéciaux aussi.

● CRIS ET CHUCHOTE-MENTS, d'Ingmar Bergman.

Mardi 4 janvier, A 2, 20 h. 30.

Trois couleurs : le noir, le rouge, le blanc. Décor : un château en Suède, à la fin du dix-neuvième siècle. Thème : l'agonie d'une femme rongée par un cancer, en présence de ses deux sœurs et de sa servante. Une admirable com-

struction esthétique pour une admirable — et bouleversante — méditation sur la peur de la mort, la fin de la vie terrestre et la condition féminine. Un film choc, une très grande œuvre interprétée par les fabuleuses actrices bergmaniennes.

● LA SIRÈNE DU MISSISSIPPI, de François Truffaut.

Mardi 4 janvier, FR 3, 20 h. 30.

D'un roman d'angoisse de William Irish avec femme fatale 1890 en Louisiane, Truffaut a fait une adaptation moderne et indolente — à la Réunion et dans le jargon de la France. En souffrant essentiellement le personnage de Catherine Deneuve, trop lisse et trop laiteux. Mais, reprenant sa mythologie romanesque des sentiments, Truffaut a fait de Deneuve et Belmondo un couple ravagé par les accidents de la passion et cherché les raisons du courroux dans une histoire d'adultère maléfique. C'est, pour cela, une œuvre attachante.

● SI J'AVAIS UN MILLION, d'Ernst Lubitsch, Norman Taurog, Stephen Roberts, Norman MacLeod, James Cruze, William Seiter, H. Bruce Humberstone.

Mardi 4 janvier, A 2, 22 h. 45.

Dix-huit scénaristes et sept metteurs en scène pour un film à sketches racontant les réactions de diverses personnes recevant chacune un chèque d'un million de dollars parce qu'un riche excentrique les a choisies pour héritières de son argent. Un échantillonnage de genres : comédie sociale, satire, mélodrame, fantaisie, burlesque. Il est possible que le sketch du condamné à mort, qui avait été jugé trop dramatique, ne figure pas dans cette copie. On se réglera, en tout cas, de l'attitude inconvenante de Charles Laughton face à son patron et de la chasse aux chauffards menée par les extravagants W. C. Fields et Alison Skipworth.

● LES TROIS LANCERS DU BENGAL, de Henry Hathaway.

Mardi 4 janvier, TF 1, 17 h.

En ce temps-là (1935), on ne mettait pas en cause la politique coloniale britannique lorsqu'on racontait à Hollywood les exploits de la glorieuse armée des Indes. Gary Cooper en tête, les trois lanciers luttent contre un louche émir, une sombre espionne

et des indigènes dissidents, dans la grande tradition du film d'aventures. Cette image, fort réussie en son genre, a toujours provoqué l'enthousiasme. Elle a même été parodiée par Laurel et Hardy dans *Bons pour le service*.

● LE GRAND RESTAURANT, de Jacques Besnard.

Dimanche 9 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Une parodie un peu lourde (dans sa deuxième partie) des films d'espionnage. Mais Louis de Funès, râleur et agressif devant les faibles, cauteux et peureux devant les puissants, règne en maître sur ce vaudeville. A voir pour lui. Il fait rire tout le temps.

● LA VIE D'ÉMILE ZOLA, de William Dieterle.

Dimanche 9 janvier, FR 3, 22 h. 30.

A cause de son évocation de l'affaire Dreyfus, ce film tourné à Hollywood en 1937 fut interdit en France jusqu'en 1952. Encore ne fut-il présenté qu'en version originale et avec des coupures. A revoir aujourd'hui pour apprécier le talent de Dieterle — alors cinéaste porte-parole de l'Amérique rouennaise — dans cette reconstitution de la vie du grand romancier naturaliste et du combattant de la vérité et de la justice. Paul Muni est remarquablement le Zola de « J'accuse ».

● LA BOURSE OU LA VIE, de Jean-Pierre Mocky.

Lundi 10 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Un grand comique français (Fernandel) et un grand comique allemand (Helmut Qualtinger) transportant des millions recherchent Jean Poiret pour les lui remettre alors que celui-ci les poursuit tout en croyant qu'ils ont volé l'argent. Chassé-croisé entre Toulouse, Montauban, Limoges et Paris. Rythme de comédie burlesque.

● L'HERITIER, de Philippe Labro.

Lundi 10 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Journaliste, écrivain, cinéaste et chanteur, Philippe Labro lance dans la grande presse et les milieux industriels un Belmondo, qui rappelle à la fois Citizen Kane, d'Orson Welles et la dynastie des Kennedys, enquêtant sur un accident d'avion comme dans l'affaire Mallet. Ce film brillant et résolument « moderne » est l'équivalent d'un bon « thriller » américain.

La majorité des thèmes du futur concile a fait l'objet d'un long travail en commission, à partir d'une première liste de plus de cent sujets. On en est à la sélection panorthodoxe. Les Rhodés. Dix thèmes seulement ont été retenus.

Quatre d'entre eux portent sur la structure de l'Eglise orthodoxe. Ce sont : la diaspora orthodoxe, l'autocéphalie ou proclamation, l'autonomie ou proclamation, enfin, l'ordre de préséance des Eglises dans les célébrations.

هكذا من الأصل

JEUNESSE

DE LA CITÉ DE TRANSIT AUX PISTES DE SAVOIE

Brahim la Frime sur les planches

De notre envoyé spécial

Allion-le-Jeune (Savoie). — Courbé sur sa feuille de papier, Alain — neuf ans — délire avec application et rancœur ce bref message : « Amo pducu. »

Même sous cette forme simplifiée, l'insulte va droit au cœur de l'intéressé, qui surveille l'opération d'un œil sombre. S'ensuit immédiatement une réaction, la quatrième depuis le lever. Et Mohamed, alias Amo, l'achève en lançant à son insupportable souffrance ce verbe : « Ce soir, je te mets mon poing sur la gueule. »

Ainsi s'écoulent les heures pour les quelques tire-au-lanc qui sont restés au chalet, au lieu de se livrer à l'activité exclusive qui justifie dix jours de déplacement, à la fin du mois de décembre, de Colombes et de Nanterre (Hauts-de-Seine) vers les pentes neigeuses d'Allion-le-Jeune (Savoie) : le ski. Mais, parmi le groupe de jeunes dont le séjour a été financé par le conseil général des Hauts-de-Seine, les sédentaires sont rares : nos deux bagarreurs et deux petites filles qui emballent, commentent et rangent inlassablement les modestes cadeaux qu'elles rapportent à la maison. Le départ n'a pourvu lieu que dans quarante-huit heures.

Seraient-elles donc impatientes de retourner à la maison, la cité de transit Bution de Colombes — où le provisoire dure parfois cinq années — ou une H.L.M. de Nanterre ? Tout n'est pourtant pas rose tous les jours dans ces familles de prolétaires et de sous-prolétaires. Ici, au total, c'est mieux. Le local de trois grandes pièces n'est pas luxueux — malgré un foyer exorbitant de 2700 F pour dix jours — et rappelle plus la banquette qu'il évoque la montagne où il est planté. Heureusement, on n'est pas venu pour résider.

« On tire une clope ? »

A partir de 8 heures, les vingt-trois occupants du lieu émergent, très progressivement, du sommeil et viennent s'agglutiner autour des deux grandes tables. Les premiers levés ont pourvu à l'indispensable : lait et café fumants, épaisses tartines qu'on beurre parfois recto-verso. Un brin de toilette, et voilà le gros de la troupe sur les planches : treize garçons et filles de neuf à quatorze ans, deux « ados », et les animateurs et éducateurs du Club des quatre chemins, qui travaillent habituellement sur la cité de transit de Colombes.

Sans compter Mme Gilette, qui est venue avec ses enfants. Au ski, elle préfère de courtes et rares promenades et aider sur place au ménage et à la cuisine.

Les autres, pour le moment, n'ont cure, hussés par les téléviseurs de la petite station, ils glissent... ou tombent jusqu'à l'épuisement. Devant les « gars » — tous sont égaux, Catholiques, l'animatrice, ou Brahim, dit la Frime, à qui cela advient quand il tente des sauts périlleux peu orthodoxes. « La honte ! », commente ce dernier en roulant des mécaniques. « Je déteste », entend-tu à coup des gens qui disent que j'étais sur la route. J'ai fait le mec qui n'a rien vu, je suis revenu progressivement sur la piste. »

Pour les plus jeunes, ces plaisirs très classiques n'excluent pas un contact plus physique avec la neige : ils s'y roulent, en rampant, se laissant glisser sur le dos, sur le ventre, tête en haut, tête en bas, le long de pentes légères. Une seule limite : éviter de trampler en un seul jour, tous leurs vêtements, ce qui oblige à attendre en pyjama des jours plus secs. Quand la nuit tombe, on se lève, à ramener tout le monde au bercail, les plus jeunes et les plus calmes dessinent ou peignent, les autres se consacrent aux petits cadeaux reçus lors du réveil de Noël. Brahim la Frime essaie habilement de se faire payer un pot au calé voisin, ou une partie des éducateurs commentent les petits faits de la journée et se préoccupent des détails pour le lendemain. Deux, attentifs et très pragmatiques, à l'exception d'un singulier anxieux qui se réfugie dans la théorie, ils n'ont pas la rigidité que suggère ici le statut de personnel d'encadrement. Ils assument leur fonction par la présence et l'écoute, bien plus que par des discours.

Dans la cuisine, à côté du dîner qui achève de cuire sur les gazinières, ils sont cinq ou six autour de l'électrophone à écouter pour la millième fois le même quarante-cinq tours. Leur bonheur tranquille fait mentir pour le moment les paroles de la rengaine, qui disent, comme la vie que, probablement, leur réserve l'avenir :

« Ten fais pas, si tu me rates, Mol, je ne te ratrai pas. »

MICHEL KAJMAN.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

FISCALITÉ

Les contrôles sont-ils bien faits ?

DEUX TÉMOIGNAGES

Un de nos lecteurs, inspecteur des impôts, exprime ci-dessous son opinion sur le métier de vérificateur qu'il exerce et sur le projet de M. Giscard d'Estaing de contrôler les contrôleurs.

Est-ce la faute des jeunes vérificateurs, si par manque d'expérience, on les laisse dans la bataille, tous seuls, à la sortie de l'école, sans savoir seulement ce qu'est un avis de vérification, ou un avis de passage ? Est-ce leur faute, si actuellement, deux ans d'expérience suffisent pour être professeur à l'école nationale des impôts à Clermont-Ferrand ? Est-ce leur faute, s'ils débütent presque tous dans la région parisienne, là où la fraude est la plus importante et exige le maximum de métier ? Est-ce la faute des chefs de brigade, s'ils ne peuvent pas s'occuper, autant qu'ils le voudraient, de leurs inspecteurs, parce qu'ils n'ont souvent qu'une secrétaire, débordée de travail, pour faire tout le travail matériel ?

Il est plaisant de constater qu'en cette période, où tout le monde critique et veut réduire la bureaucratie, on crée un corps d'inspecteurs d'inspecteurs.

Cela signifie-t-il que la hiérarchie de la Direction générale des impôts est incapable de faire son travail ? Maintenant, le vérificateur risque d'être sanctionné non seulement pour avoir oublié, par erreur ou méconnaissance, un redressement, mais encore, pour en avoir trop fait ! Les sanctions, jusqu'à présent, ont porté sur le fait que l'on n'en faisait pas assez. Combien de jeunes vérificateurs ont été sanctionnés par l'inspection des finances pour avoir fait, de bonne foi, des erreurs dans leur première vérification ? Et combien d'autres vérificateurs, le plus grand nombre, vivent dans l'angoisse d'oublier un redressement ? Et, après cela, on voudrait que les contrôles ne soient pas tatillons ? A qui la faute aussi si les petits commerçants sont plus durement sanctionnés que les autres : la plupart n'ont pas de comptabilité valable et régulière ; la plupart ne font leurs comptes que parce que la loi les y oblige ; la procédure est plus sévère pour ceux qui ont une comptabilité irrégulière. Les vérificateurs ne constituent les bases d'information avec les éléments qu'ils possèdent.

Ne serait-il pas plus simple que les petits commerçants et les petits industriels déclarent vraiment ce qu'ils gagnent ? Car mon expérience de vérificateur me permet de dire qu'il y a autant de fraude chez les petits que chez les gros, même si celle-ci change de nature, et qu'elle est plus importante dans les grandes agglomérations qu'en province. Il ne suffit pas de contrôler pas à pas et statistiquement, avec toutes les mesquineries que cela suppose, le travail des vérificateurs. Il faut s'attaquer à leur indépendance. En effet, le vérificateur est un homme qui n'a pas d'horaires : il lui arrive de travailler tard le soir chez lui, il ne pointe pas, il organise son travail comme il l'entend et comme l'exige la vérification. La vérification est un art difficile qui exige un minimum de liberté. Mais si on supprime cette liberté ne va-t-on pas orienter encore plus le contrôle fiscal au gré des échancures électorales ? Actuellement, les brigades d'enquêtes ne peuvent plus intervenir au domicile particulier des contribuables avant elles n'interviennent pratiquement qu'à coup sûr. A qui fera-t-on croire qu'un fraudeur organisé est assez inconscient pour laisser sa comptabilité ouverte dans l'entreprise. A qui profite la réduction des pouvoirs des vérificateurs ?

Si cette conception du rôle de l'inspecteur principal vérificateur des services peut encore trouver sa justification dans les services d'assistance et de recouvrement, elle n'est pas adaptée au développement du contrôle fiscal. Il faudrait que dans les départements comme dans les directions régionales, les agents appelés à participer au contrôle fiscal soient encadrés par des inspecteurs principaux qui auraient pour tâche, mais la politique de l'administration en matière de contrôle fiscal n'est pas du tout orientée dans ce sens ; la qualité est recherchée avant la quantité.

FAITS ET CHIFFRES

Conflits

● DES NEGOCIATIONS S'OUVRIENT A LA BELLE JAR-DIERRE, mardi 4 janvier, entre les représentants du personnel en grève depuis le 16 décembre et M. Delebarre, représentant du groupe Agache-Wilout dont dépend l'industrie du Pont-Neuf, sur le projet de licenciement de 55 % du personnel. Ce dernier se réunira en assemblée générale la semaine prochaine pour discuter de la suite du mouvement.

● GREVE DES MONITEURS A VAL-THORENS. — Les trente-cinq moniteurs de l'école de ski de Val-Thorens se sont mis en grève et ont barré, le 31 décembre, la route de cette station. Par ce moyen, ils veulent obliger les pouvoirs publics à débloquer les crédits qui leur sont dus, disent-ils, leur est faite par une école de ski dissidente.

Emploi

● LES EFFECTIFS SALARIÉS des entreprises employant plus de dix personnes ont diminué de 0,1 % au cours du troisième trimestre 1976 après avoir progressé de 0,5 % au cours du deuxième trimestre, révèle une enquête du ministère du travail. Les secteurs où la diminution des effectifs a été la plus forte entre le 30 juin et le 30 septembre sont le textile artificiel et synthétique (-2,3 %), le cuir (-2,3 %), le pétrole (-2,2 %), le verre (-1,7 %). En un an, du 30 septembre 1975 au 30 septembre 1976, les effectifs salariés ont augmenté de 0,2 %.

Énergie

● CONSUMMATION RECORD DE PETROLE AUX ETATS-UNIS. — La consommation quotidienne des Etats-Unis s'est élevée en moyenne à 19 131 000 barils du 22 novembre au 17 décembre. Le précédent record avait été établi en 1973 avec 19 034 000 barils par jour. L'administration fédérale de l'énergie qui publie ces chiffres les impute à l'hiver rigoureux.

● L'INDONESIE RELEVE LE PRIX DE SON PETROLE. — Contrairement à ce qu'avait annoncé un porte-parole du ministère des mines et des hydrocarbures au lendemain de la conférence de Doha, l'Indonésie a annoncé le 31 décembre une augmentation du prix de son pétrole conforme aux décisions du comité des groupes des « onze ». Ces hausses vont de 5,87 % à plus de 10 %.

Industrie

● L'ACTIVITE DU CIASI. — Depuis sa création en septembre 1974, le comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (CIASI) a traité 668 dossiers d'entreprises en difficulté. 314 ont reçu un règlement définitif, 23 sont en cours de règlement et 77 en cours d'instruction ; 119 dossiers ont été abandonnés et classés. Les principaux secteurs concernés ont été la mécanique (58 dossiers), le textile (52), le bâtiment et les travaux publics (44), agro-alimentaire et pêcheries (38).

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1851

| | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| X | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT
1. Pour un chasseur, ce peut être une belle pièce. — II. Mises en boîte. — III. Préfixe. Farcure de mouton. — IV. Possessif. — V. S'exprimait sur tous les tons ; Bat le pavé. — VI. Orientation. — VII. Si elle persiste, il n'y a aucune raison pour que cela change. — VIII. Ne réval que plaies et bosses. Dans une table de nuit. — IX. Note. Lances. — X. Prénom féminin. Révèle un tempérament nerveux. — XI. Sa beauté est faite de célestes. — XII. salon.

VERTICALEMENT
1. Ne s'avale pas sans mal ; A le pied sûr, mais la tête dure. — 2. Conjonction. L'argent n'a

aucun pouvoir sur lui. — 3. Peintre connu. Dans les caves de Banque de France. Pronom. — 4. L'été leur est souvent fatal. — 5. Certains prennent garde à la peinture. — 6. Figue au vit. — 7. A l'écart ; Tresse. — 8. Lettres de noblesse. Certains l'attendent encore. — 9. Changera de pièce ; Symbole.

Solution du problème n° 1650

Horizontalement
I. Curiste ; Elégies. — II. Pailleur ; Viscéral. — III. Epi ; Carpe. — IV. Xéres ; EO ; Ca. — V. Eres ; Crû ; Elatus. — VI. CC ; Sal ; Ame. — VII. Ruser ; Chénou. — VIII. Eta ; Eul ; Su. — IX. Thèse ; Marianne. — X. II ; NE ; Voter. — XI. Rai ; Réuni ; Vein. — XII. Abris ; Inné. — XIII. XIV. Suvre ; Saules. — XV. Euse ; Th ; Eon ; Pus.

Verticalement
1. Excitant ; Base. — 2. Uppercut ; Elatus. — 3. Raie ; Sabot. — 4. II ; Euse ; Réve. — 5. Secs ; Arête ; ESE. — 6. Tia ; Cl ; Ur ; Di. — 7. Etre ; Cham. — 8. Pouah ; I ; Iania. — 9. Eve ; Misère ; Nue. — 10. Li ; chenu ; Vêlo. — 11. Essai ; Contave ; Es. — 12. Gê ; a ; die. — 13. Irai ; Stentor. — 14. Eau ; Ut ; Tute ; Rau. — 15. Siens ; Fée ; Riens.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France du samedi 1^{er} janvier 1977 à 8 heures et le dimanche 2^e janvier à 8 heures.

Une dépression atterrée sur les îles britanniques et la mer du Nord dirige sur la France un courant perturbé de sud-ouest, qui s'orientera progressivement à l'ouest, puis au nord-ouest, avec des masses d'air plus frais. Dimanche, le temps sera très nuageux et instable. Des pluies se produiront de l'Alsace aux régions méditerranéennes, avec de la neige en altitude au-dessus de 1 500 mètres. Sur le reste du pays, le temps sera plus nuageux, mais avec quelques dépressions apparaitront le soir près de l'Atlantique et près de la Méditerranée. Les vents seront modérés et irréguliers dans l'intérieur, en s'orientant à l'ouest puis au nord-ouest.

Visites, conférences

LUNDI 3 JANVIER
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calés nationale des monuments historiques. — 10 h. 30, entrée de l'exposition, Petit Palais, Musée d'Art Moderne du 20^e siècle. — 15 h. 15, entrée de l'exposition, Grand Palais, Musée d'Art Moderne du 20^e siècle. — 15 h. 30, musée du Louvre, entrée pavillon de Flore : « Exposition des dessins de la construction d'une centrale nucléaire sur le territoire de la commune. Les élus ont justifié leur « non » par le fait que le gouvernement abandonne les ressources nationales d'énergie et que l'industrie nucléaire n'est pas nationale. »

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 1^{er} janvier 1977 :
UNE LOI
● Portant réforme de l'urbanisme.
UN ARRÊTÉ
● Relatif aux prêts accordés par les sociétés de crédit immobilier en vue de l'aménagement, de l'assainissement et de la réparation d'habitations.

ÉQUIPEMENT

TRANSPORTS

AIR ALPES PASSE SOUS CONTRÔLE NÉERLANDAIS

De notre correspondant

Chambéry. — Une nouvelle augmentation du capital d'Air Alpes a été annoncée à l'aéroport de Chambéry-Aix-les-Bains, siège social de la compagnie, le 30 décembre, par le P.-D.G. M. Michel Ziegler. Le capital passera de 6,8 à 11,5 millions de francs.

Le groupe néerlandais Tag International, qui détient 52 % des actions avec divers associés, ne contrôlera plus que 36 % du capital. Les chances de commerce de Toulon, Grenoble et Saint-Etienne rejoindront les cinq chambres (Chambéry, Annecy, Bellegarde, Briançon, Gap) qui dépendent depuis le 8 juin 76 des parts. A elles huit, elles contrôleront 20 % du capital environ.

En juin en effet, le départ de M. Sylvain Floirat, avait eu pour conséquence l'entrée du groupe Tag International. Au cours de sa conférence de presse, M. Michel Ziegler a confirmé les rumeurs de licenciement. Trente personnes quitteraient l'entreprise, mais les licenciements ne concerneraient que les agents de l'agence de l'Air Alpes, qu'une quinzaine de personnes à Chambéry, Limoges et Reims. Cinq pilotes auraient déjà reçu leur lettre de licenciement. Les onze autres seraient concernés par ces mesures d'austérité. Le plan de redressement présenté par Air Alpes comporte, en outre, la suppression de plusieurs lignes.

MICHEL PUECH.

Faits et projets

Qualité de la vie

CRUAS : « NON » A LA CENTRALE NUCLEAIRE

Le conseil municipal de Cruas (Ardèche) a émis un avis défavorable à la construction d'une centrale nucléaire sur le territoire de la commune. Les élus ont justifié leur « non » par le fait que le gouvernement abandonne les ressources nationales d'énergie et que l'industrie nucléaire n'est pas nationale.

Tourisme

LA FIN DU CLARIDGE

Le Claridge, c'est fini ! Le palace des Champs-Élysées, à ce 31 décembre, définitivement fermé ses portes sur son dernier client : un homme d'affaires français. Il a « libéré » le dernier de ses deux cent soixante employés : son portier depuis quarante ans. L'hôtel avait été ouvert en 1911. Aujourd'hui, il n'était définitivement plus rentable. La décision des propriétaires des murs, l'Union des assurances de Paris, de multiplier par quatre le loyer de l'immeuble à la société qui l'exploite, a donné le coup de grâce (le Monde du 23 octobre).

LES PRÉMIÈRES

USSE DU CUIVRE ET DU NI

Le 1^{er} janvier 1977, l'Union soviétique a annoncé la mise en œuvre de son plan quinquennal 1976-1980. Ce plan, qui est le premier d'après-guerre, vise à augmenter de 100 % la production industrielle et de 50 % la production agricole. Les investissements totaux s'élèveront à 1 200 milliards de roubles. Les priorités sont la construction d'usines et de centrales nucléaires, le développement de l'industrie lourde et de la défense. Le plan prévoit également une amélioration des conditions de vie et une réduction du chômage.

Veau d'or et vaches maigres

Le 1^{er} janvier 1977, le marché monétaire français a connu une journée calme. Les taux d'intérêt sont restés stables, et les opérations de banque ont été normales. Les investisseurs ont montré une certaine prudence, en attendant de voir les évolutions des marchés étrangers.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

DETENTE

Les principales variations de cours

| Marchés | Valeurs |
|-----------------------|-----------------------------------|
| Bourse de Paris | 10 200 |
| Bourse de New York | 1 200 |
| Bourse de Londres | 1 500 |
| Bourse de Tokyo | 1 800 |
| Bourse de Hong Kong | 1 600 |
| Bourse de Singapour | 1 400 |
| Bourse de Bombay | 1 300 |
| Bourse de Calcutta | 1 200 |
| Bourse de Madras | 1 100 |
| Bourse de Rangoon | 1 000 |
| Bourse de Manille | 900 |
| Bourse de Cebu | 800 |
| Bourse de Batavia | 700 |
| Bourse de Jakarta | 600 |
| Bourse de Surabaya | 500 |
| Bourse de Medan | 400 |
| Bourse de Palembang | 300 |
| Bourse de Pontianak | 200 |
| Bourse de Banjarmasin | 100 |
| Bourse de Makassar | 50 |
| Bourse de Kupang | 20 |
| Bourse de Dili | 10 |
| Bourse de Timor | 5 |
| Bourse de Macao | 2 |
| Bourse de Hong Kong | 1 |
| Bourse de Singapour | 0,5 |
| Bourse de Bombay | 0,2 |
| Bourse de Calcutta | 0,1 |
| Bourse de Madras | 0,05 |
| Bourse de Rangoon | 0,02 |
| Bourse de Manille | 0,01 |
| Bourse de Cebu | 0,005 |
| Bourse de Batavia | 0,002 |
| Bourse de Jakarta | 0,001 |
| Bourse de Surabaya | 0,0005 |
| Bourse de Medan | 0,0002 |
| Bourse de Palembang | 0,0001 |
| Bourse de Pontianak | 0,00005 |
| Bourse de Banjarmasin | 0,00002 |
| Bourse de Makassar | 0,00001 |
| Bourse de Kupang | 0,000005 |
| Bourse de Dili | 0,000002 |
| Bourse de Timor | 0,000001 |
| Bourse de Macao | 0,0000005 |
| Bourse de Hong Kong | 0,0000002 |
| Bourse de Singapour | 0,0000001 |
| Bourse de Bombay | 0,00000005 |
| Bourse de Calcutta | 0,00000002 |
| Bourse de Madras | 0,00000001 |
| Bourse de Rangoon | 0,000000005 |
| Bourse de Manille | 0,000000002 |
| Bourse de Cebu | 0,000000001 |
| Bourse de Batavia | 0,0000000005 |
| Bourse de Jakarta | 0,0000000002 |
| Bourse de Surabaya | 0,0000000001 |
| Bourse de Medan | 0,00000000005 |
| Bourse de Palembang | 0,00000000002 |
| Bourse de Pontianak | 0,00000000001 |
| Bourse de Banjarmasin | 0,000000000005 |
| Bourse de Makassar | 0,000000000002 |
| Bourse de Kupang | 0,000000000001 |
| Bourse de Dili | 0,0000000000005 |
| Bourse de Timor | 0,0000000000002 |
| Bourse de Macao | 0,0000000000001 |
| Bourse de Hong Kong | 0,00000000000005 |
| Bourse de Singapour | 0,00000000000002 |
| Bourse de Bombay | 0,00000000000001 |
| Bourse de Calcutta | 0,000000000000005 |
| Bourse de Madras | 0,000000000000002 |
| Bourse de Rangoon | 0,000000000000001 |
| Bourse de Manille | 0,0000000000000005 |
| Bourse de Cebu | 0,0000000000000002 |
| Bourse de Batavia | 0,0000000000000001 |
| Bourse de Jakarta | 0,00000000000000005 |
| Bourse de Surabaya | 0,00000000000000002 |
| Bourse de Medan | 0,00000000000000001 |
| Bourse de Palembang | 0,000000000000000005 |
| Bourse de Pontianak | 0,000000000000000002 |
| Bourse de Banjarmasin | 0,000000000000000001 |
| Bourse de Makassar | 0,0000000000000000005 |
| Bourse de Kupang | 0,0000000000000000002 |
| Bourse de Dili | 0,0000000000000000001 |
| Bourse de Timor | 0,00000000000000000005 |
| Bourse de Macao | 0,00000000000000000002 |
| Bourse de Hong Kong | 0,00000000000000000001 |
| Bourse de Singapour | 0,000000000000000000005 |
| Bourse de Bombay | 0,000000000000000000002 |
| Bourse de Calcutta | 0,000000000000000000001 |
| Bourse de Madras | 0,0000000000000000000005 |
| Bourse de Rangoon | 0,0000000000000000000002 |
| Bourse de Manille | 0,0000000000000000000001 |
| Bourse de Cebu | 0,00000000000000000000005 |
| Bourse de Batavia | 0,00000000000000000000002 |
| Bourse de Jakarta | 0,00000000000000000000001 |
| Bourse de Surabaya | 0,000000000000000000000005 |
| Bourse de Medan | 0,000000000000000000000002 |
| Bourse de Palembang | 0,000000000000000000000001 |
| Bourse de Pontianak | 0,0000000000000000000000005 |
| Bourse de Banjarmasin | 0,0000000000000000000000002 |
| Bourse de Makassar | 0,0000000000000000000000001 |
| Bourse de Kupang | 0,00000000000000000000000005 |
| Bourse de Dili | 0,00000000000000000000000002 |
| Bourse de Timor | 0,00000000000000000000000001 |
| Bourse de Macao | 0,000000000000000000000000005 |
| Bourse de Hong Kong | 0,000000000000000000000000002 |
| Bourse de Singapour | 0,000000000000000000000000001 |
| Bourse de Bombay | 0,0000000000000000000000000005 |
| Bourse de Calcutta | 0,0000000000000000000000000002 |
| Bourse de Madras | 0,0000000000000000000000000001 |
| Bourse de Rangoon | 0,00000000000000000000000000005 |
| Bourse de Manille | 0,00000000000000000000000000002 |
| Bourse de Cebu | 0,00000000000000000000000000001 |
| Bourse de Batavia | 0,000000000000000000000000000005 |
| Bourse de Jakarta | 0,000000000000000000000000000002 |
| Bourse de Surabaya | 0,000000000000000000000000000001 |
| Bourse de Medan | 0,0000000000000000000000000000005 |
| Bourse de Palembang | 0,0000000000000000000000000000002 |
| Bourse de Pontianak | 0,0000000000000000000000000000001 |
| Bourse de Banjarmasin | 0, |

LA SEMAINE FINANCIÈRE

MATIÈRES PREMIÈRES

HAUSSE DU CUIVRE ET DU BLÉ

MATRIÈRE. — Nouvelle progression des cours du cuivre et du blé. Le cuivre a été le plus actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne, à 100,50 dollars. Le blé a également progressé, avec une hausse de 1,00 dollar par quintal, à 12,50 dollars. Les autres matières premières ont également progressé, mais dans une moindre mesure.

Cours des principaux marchés

du 31 décembre 1976

(Les cours sont en dollars par tonne, sauf indication contraire.)

MATRIÈRE. — Londres (en sterling) : cuivre (Wholesale) comptant 78,50 (78,50), à trois mois 79,50 (79,50); blé (Wheat) comptant 12,50 (12,50), à trois mois 12,50 (12,50); plomb (Lead) comptant 225,50 (225,50), à trois mois 225,50 (225,50); zinc (Zinc) comptant 1,00 (1,00), à trois mois 1,00 (1,00); nickel (Nickel) comptant 1,00 (1,00), à trois mois 1,00 (1,00); or (Gold) comptant 1,00 (1,00), à trois mois 1,00 (1,00).

NEW-YORK. — New-York (en dollars) : cuivre (Wholesale) comptant 100,50 (100,50), à trois mois 100,50 (100,50); blé (Wheat) comptant 12,50 (12,50), à trois mois 12,50 (12,50); plomb (Lead) comptant 225,50 (225,50), à trois mois 225,50 (225,50); zinc (Zinc) comptant 1,00 (1,00), à trois mois 1,00 (1,00); nickel (Nickel) comptant 1,00 (1,00), à trois mois 1,00 (1,00); or (Gold) comptant 1,00 (1,00), à trois mois 1,00 (1,00).

Bourse de Paris

Bonne fin d'année

SEMAINE DU 27 AU 31 DÉCEMBRE

Le petit vent de hausse qui s'était levé sur la Bourse de Paris quelques jours avant Noël grâce aux prévisions de la Banque de France, a été renforcé par la hausse du cuivre et du blé. Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Les autres matières premières ont également progressé, mais dans une moindre mesure. Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Calme

Repli, puis redressement du DOLLAR; progrès, puis tassement du FRANC; bonne tenue de la LIVRE; recul de la LIRE; tels sont les faits marquants de la dernière semaine de l'année, au demeurant calme sur les marchés des changes.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

| PLACES | LIRE | S. U.S. | FRANC | MARK | FRANC | FRANC | FRANC | FRANC | FRANC |
|-----------|--------|---------|--------|--------|---------|--------|--------|--------|--------|
| Londres | 1,7038 | 8,4533 | 4,1723 | 4,0224 | 61,2229 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 |
| New-York | 1,7038 | 8,4533 | 4,1723 | 4,0224 | 61,2229 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 |
| Paris | 1,7038 | 8,4533 | 4,1723 | 4,0224 | 61,2229 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 |
| Bruxelles | 1,7038 | 8,4533 | 4,1723 | 4,0224 | 61,2229 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 |
| Amsterdam | 1,7038 | 8,4533 | 4,1723 | 4,0224 | 61,2229 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 |
| Milan | 1,7038 | 8,4533 | 4,1723 | 4,0224 | 61,2229 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 | 4,1919 |

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Brillante semaine

LONDRES

Nouvelle hausse

La dernière semaine à Wall Street aura été particulièrement brillante, l'indice des actions terminant à 119,76, soit une hausse de 1,50 point par rapport à la semaine précédente.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

TOKYO

Au plus haut

La Bourse de Tokyo a, elle aussi, terminé l'année en beauté, l'indice des actions terminant à 119,76, soit une hausse de 1,50 point par rapport à la semaine précédente.

FRANCFORT

Calme et irrégulier

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Veau d'or et vaches maigres

De mémoire de boursier, jamais 31 décembre fut aussi triste sous les voiles du palais Bourse. Les investisseurs ont été très actifs, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

DÉTENTE

La situation très excité de la fin de l'année a permis au marché de trouver son équilibre, et ce, d'autant plus rapidement que le dollar a été soutenu par le Trésor.

Les principales variations de cours

VALEURS FRANÇAISES

| | 31 déc. Diff. | 31 déc. Diff. |
|-----------------------|---------------|---------------|
| Industries | 1,50 | 1,50 |
| Chemins | 1,50 | 1,50 |
| Énergie | 1,50 | 1,50 |
| Services | 1,50 | 1,50 |
| Alimentaire | 1,50 | 1,50 |
| Textile | 1,50 | 1,50 |
| Chimie | 1,50 | 1,50 |
| Pharmacie | 1,50 | 1,50 |
| Biens de consommation | 1,50 | 1,50 |
| Immobilier | 1,50 | 1,50 |
| Financière | 1,50 | 1,50 |
| Autres | 1,50 | 1,50 |

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Base 100 = 20 décembre 1972

| Indice | 24 déc. | 31 déc. |
|-------------------------------|---------|---------|
| Indice général | 119,76 | 119,76 |
| Indice des actions | 119,76 | 119,76 |
| Indice des obligations | 119,76 | 119,76 |
| Indice des valeurs étrangères | 119,76 | 119,76 |

MARCHÉ DE L'OR

Le marché de l'or a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Le volume des transactions a été très élevé, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1976)

Les indices quotidiens ont été très élevés, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

La compagnie des agents de change a été très active, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

Le marché a été très actif, avec une hausse de 1,50 dollar par tonne pour le cuivre et de 1,00 dollar par quintal pour le blé.

